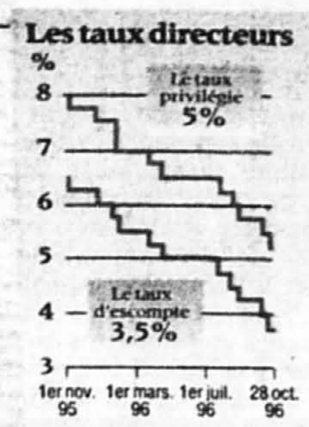
La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Montréal, ◆
mardi 29 octobre 1996
113e année No 10
70 pages, 4 cahiers
ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $
60¢ TAXES EN SUS

GREICHE & SCAFF
OPTOMÉTRISTES
336-4444
2 POUR 1
AU COMPLET
VERRES* et MONTURES
de nos grandes marques exclusives
*Traitement en sus sur la 2e paire. Offre ne pouvant être jumelée. Peut prendre fin sans préavis.



Économie
Les taux continuent de chuter
page C1

Économie
Loblaws à Montréal : encore du temps pour la riposte
page C1

Devine qui vient dîner... au Sommet?
page B1

Hockey

5

4

page S3

Les Montréalais sont mécontents de Bourque

GILLES PAQUIN

Deux ans après avoir élu Pierre Bourque à la mairie, les Montréalais sont en majorité déçus de son administration et ne croient pas qu'il puisse contribuer de façon positive à la relance de l'économie de l'agglomération.

Selon un sondage SOM réalisé pour *La Presse* et l'émission Montréal ce soir à Radio-Canada, entre les 10 et 17 octobre, le maire Bourque répond rarement aux attentes de ses concitoyens, sauf en ce qui a trait à l'entretien des voies publiques et des espaces verts.

Tenant compte des attentes soulevées par le chef de Vision Montréal lors de la dernière campagne électorale, 51 % des répondants se disent « très ou plutôt insatisfaits » de la performance de M. Bourque.

Mais 53 % d'entre eux estiment aussi que le contexte dans lequel doit évoluer le maire de Montréal est plutôt défavorable ou très défavorable. Trente-huit pour cent des répondants jugent que ce contexte est plutôt favorable ou très favorable.

Le mécontentement atteint son point culminant lorsque les citoyens évaluent l'action du

Voir **LES MONTRÉALAIS** *en A2*

■ **Voir autres textes en page A6**

Infographie *La Presse*

Santé : d'autres coupes et ça presse !

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Le réseau de santé doit immédiatement faire face à des coupes imprévues totalisant 100 millions de dollars. Dès demain, la régie de la santé et des services sociaux de Montréal devra trouver à elle seule le moyen d'économiser 42 millions.

« L'entrée en vigueur tardive de l'assurance-médicaments et les bonifications qui la rendent moins rentable obligent les régies à faire un effort supplémentaire pour équilibrer leur budget », explique Martin Caillé, attaché de presse du ministre de la Santé, Jean Rochon.

À la mi-août, le ministre avait constaté que le nouveau régime d'assurance lui permettrait d'épargner 75 millions de moins que prévu, soit 125 millions plutôt que les 200 millions escomptés. Il espérait toutefois dénicher ce montant « sans lancer de mesures surprises ou nouvelles ».

Voir **SANTÉ** *en A2*

Le ton monte entre la FTQ et le Fonds

L'intérêt manifesté par le fonds de solidarité de la FTQ à investir dans les services publics crée de fortes tensions au sein de la centrale syndicale , surtout chez son principal affilié, le Syndicat canadien de la fonction publique. Officiellement, les dirigeants du Fonds bannissent le mot « privatisation » de leurs discours, mais ils ont bel et bien discuté avec des firmes privées d'investir dans la gestion de services publics, notamment dans l'eau.

Nos informations en page A7

Une situation désespérée!

PHOTO AP

Un réfugié rwandais hutu arrive au camp de Mugunga, à 15 km de Goma, au Zaïre. Le camp de réfugiés le plus populeux au monde est actuellement en formation à Mugunga, où 414 000 personnes s'entassent déjà. Plus de 200 000 réfugiés fuient les combats entre les milices tutsies et l'armée zaïroise.

« C'est une catastrophe humanitaire », déclare une coopérante montréalaise

DENIS ARCAND

À cause de la guerre, il ne reste plus qu'une centaine de coopérants étrangers dans l'est du Zaïre et l'un d'entre eux est une Montréalaise de 33 ans.

Marion Turmine, de Care Canada, se trouve encore à Goma, une région où des combats entre les milices tutsies et l'armée zaïroise ont jeté 200 000 réfugiés sur la route. Ces gens « effarés et dépassés par les événements », a dit Mme Turmine hier lors d'une interview téléphonique, convergent depuis deux jours vers le camp de Mugunga, qui sera bientôt le camp de réfugiés le plus peuplé au monde, puisque s'y trouvaient déjà 214 000 personnes déracinées par la guerre.

Pour tous ces gens, il s'agit du deuxième exode en deux ans: la plupart sont des Hutus qui ont fui le Rwanda en 1994, au terme de la guerre civile.

Mme Turmine parle de « catastrophe humanitaire » et craint que des foyers d'épidémies se déclarent. « On a des conditions propices au choléra et à la dysenterie », a déclaré Mme Turmine hier. « C'est la saison des pluies et les réfugiés qui se déplacent le font dans des conditions encore plus mauvaises qu'en 1994. Ils vont être encore plus faibles et vulnérables. »

Goma est en altitude et les nuits sont fraîches. De nombreux réfugiés vont dormir dans des haillons détrempés, sans abri ni feu. De plus, les réfugiés devront

Voir « **C'EST UNE** *en A2*

■ **Voir autre texte en page B5**

Le stade projeté des Expos aurait 35 000 sièges

PHILIPPE CANTIN

Le nouveau stade envisagé par la direction des Expos serait construit à l'intersection des rues Notre-Dame et De La Montagne, au centre-ville de Montréal. Il contiendrait 35 000 sièges et serait doté d'un toit parapluie, le nouveau concept en vogue dans le baseball majeur.

Voilà les indications fournies par Jean Saine, président de la firme Saine Marketing, hier, à l'issue d'une conférence de presse des Expos. Cette société, qui a réalisé avant leur mise en chantier des études sur le potentiel commercial du Centre Molson et du Stade Du Maurier, site des Internationaux de tennis du Canada, évalue présentement la viabilité d'un nouveau stade.

Cette analyse s'inscrit dans le cadre des nombreuses études de faisabilité commandées par les Expos et dont la facture globale atteindra 625 000 $. Le rapport final sera remis à Claude Brochu, le président de l'équipe, au plus tard le 1er avril prochain. L'épineuse question du financement du projet est étudiée par la firme de courtage Nesbitt Burns. Le coût de cette nouvelle construction serait d'environ 200 millions.

« La demande est suffisante pour supporter une équipe des ligues majeures à Montréal, a dit M. Saine. Les résultats de la première phase de nos recherches indiquent que le baseball suscite l'intérêt de 34 % des citoyens contre 45 %

Voir **LE STADE** *en A2*

INDEX

Annonces classées		- affaires	C4	Bridge	C16	Feuilleton	C17	Mot mystère	C17
- index	C12	Arts et spectacles		Décès	C18	Horoscope	C14	Opinions	B3
- immobilier	C12 et C13		B7 à B10	Économie	C1 à C11	Informatique	A18	Politique	B1, B4 et B6
- marchandises	C13	- Ciné-horaire	B8	Éditorial	B2	Le monde	B5 et C20	Tabloïd Sports	
- emplois	C14	- Télé-horaire	B8	Êtes-vous observateur?	C12	Loteries	A2 et A8	- Réjean Tremblay	S5
- automobile	C14 à C17	Bandes dessinées	C15			Mots croisés	C16 et S12		

ÉDITORIAL

Montréal: la boîte à surprises
- Agnès Gruda
page B2

MÉTÉO

Généralement ensoleillé
Max. 9, min. 0
Cahier Sports, page 20

PARTICIPEZ AU CONCOURS:
ENVOLEZ-VOUS VERS L'ESPAGNE

LES SAVEURS DE L'ANDALOUSIE
LE CAFÉ DE PARIS VOUS INVITE:
DU 24 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE, VENEZ DÉCOUVRIR LES SAVEURS DE LA CUISINE ANDALOUSE, AU COIN DE SHERBROOKE ET DE LA MONTAGNE • INFO 842-4212
IBERIA
RITZ CARLTON

Suites de la page une

Les Montréalais sont mécontents de Bourque

LES MONTRÉALAIS / *Suite de la page A1*

maire en matière de gestion des relations de travail. En effet, seulement 9 % des répondants estiment que la situation s'est améliorée alors que 36 % affirment qu'elle s'est détériorée. Rien d'étonnant dès lors à ce que 53 % des personnes interrogées ne fassent pas confiance à M. Bourque pour régler le conflit avec les cols bleus. Il y a néanmoins 39 % des Montréalais qui comptent encore sur lui pour trouver un terrain d'entente avec ce syndicat.

Sur la qualité de la consultation des citoyens, 44 % des répondants disent que la situation n'a pas changé, 15 % qu'elle s'est améliorée et 25 % qu'elle s'est détériorée. L'enquête révèle que cette perception des citoyens devient plus négative à mesure que leur revenu personnel ou familial augmente.

En ce qui a trait à la compétence des administrateurs municipaux, 48 % des citoyens interrogés jugent que la situation est inchangée, 27 % qu'elle s'est détériorée et 14 % qu'elle s'est améliorée par rapport aux années antérieures.

Il n'est donc pas étonnant de voir que 31 % des répondants trouvent que les choses sont toujours au même point en ce qui a trait aux dépenses municipales, pendant que 31 % sont d'avis que la situation s'est détériorée. Seulement 13 % jugent que le tableau s'est amélioré.

Les avis sont aussi partagés au sujet de la qualité de vie dans la métropole puisque 46 % estiment qu'elle n'a pas changé depuis l'élection de M. Bourque alors que 25 % perçoivent une détérioration et 18 % une amélioration.

Le maire obtient de meilleures notes lorsqu'on interroge ses concitoyens sur l'état des rues, des trottoirs, des parcs et des espaces verts. Ainsi, 41 % pensent que l'entretien des rues s'est amélioré alors que 26 % sont d'avis contraire, pendant que 28 % ne dénotent aucun changement.

Pour ce qui est des parcs et des espaces verts, le taux de satisfaction dépasse légèrement la majorité absolue (53 %) alors que 34 % ne constatent aucune évolution et que 5 % trouvent qu'il y a une détérioration.

La gestion

Les contribuables montréalais sont relativement critiques à l'endroit de l'administration Bourque puisque 52 % affirment qu'ils lui font peu ou pas confiance pour gérer les affaires de la Ville, tandis que 5 % ont très confiance et 43 % assez confiance.

Même si le maire de Montréal multiplie les discours sur la relance économique de sa ville, 58 % des citoyens interpellés ne lui font pas confiance à ce propos, tandis que seulement 37 % disent le contraire. De même, 61 % estiment qu'il est incapable d'inciter les Montréalais à rester dans la métropole.

Les Montréalais sont par contre ambivalents face aux voyages du maire à l'étranger et à leur utilité. Si 18 % des personnes interrogées refusent de répondre à cette question, 43 % pensent que M. Bourque voyage beaucoup ou un peu trop et 35 % juste assez. Il y a même 4 % des répondants qui croient qu'il ne se déplace pas assez. Mais 38 % des répondants jugent les résultats de ces voyages satisfaisants, alors que 35 % les trouvent décevants.

Enfin, chose peu étonnante, 69 % des répondants estiment que leur compte de taxe foncière est trop élevé. C'est d'ailleurs ce que soutenait le candidat Pierre Bourque avant d'accéder à la mairie alors qu'il s'engageait à réduire la note à brève échéance.

Ce sondage téléphonique de la maison SOM a été effectué auprès de 503 citoyens adultes de Montréal entre le 10 et le 17 octobre. Il comporte une marge d'erreur de cinq points.

Le stade projeté des Expos aurait 35 000 sièges

LE STADE / *Suite de la page A1*

pour le hockey. Nous estimons à 840 000 le nombre d'amateurs de baseball dans la région de Montréal. »

La deuxième phase des analyses de Saine Marketing sera complétée à la fin du mois de novembre. Cette fois, seul le potentiel d'un nouveau stade est analysé. Une première enquête a révélé que le nombre d'abonnements saisonniers passerait de 7000 à 16 000 si les Expos déménageaient au centre-ville.

« La présence des Expos au Stade olympique constitue un élément démotivateur pour les amateurs, a ajouté M. Saine. Sa localisation dans l'Est, loin des 200 000 travailleurs du centre-ville, son toit fermé en permanence et son ambiance stérile représentent des éléments négatifs. Nous en sommes venus à ces conclusions après avoir interrogé 4400 personnes et organisé 14 groupes de discussion. »

Curieusement, ces résultats sont le miroir de l'opinion de Claude Brochu à propos des contraintes du Stade olympique. Quand on lui demande s'il ne s'agit pas là d'une coïncidence suspecte, le président des Expos rétorque: « Non, car nous commettrions une erreur monumentale à nous fiant à des données sans rigueur. Des résultats biaisés nous conduiraient tout droit à un désastre. »

Au cours des prochaines semaines, Saine Marketing continuera d'interroger des chefs d'entreprise et des citoyens ordinaires sur leur intérêt à propos d'un nouveau stade. Le projet qu'on leur soumet est le suivant: un stade de 35 000 sièges, offrant un coup d'oeil impressionnable sur les édifices du centre-ville au-delà de la clôture du champ extérieur.

Le toit parapluie serait formé d'une toile reposant sur une structure légère uniquement déployée en cas de pluie. « Le concept n'est pas nouveau, il était déjà utilisé à l'époque de la Rome antique pour protéger les amateurs du soleil », a dit M. Saine. L'hiver, le Stade demeurerait à ciel ouvert et le terrain ne serait pas utilisé. Au printemps et à l'automne, quand le temps est frisquet, la température dans l'enceinte pourrait être plus douce sans qu'il n'en coûte une fortune.

« Des moyens existent pour rendre agréable la présentation des matchs, a dit M. Saine. De toute façon, le froid ne représente pas un handicap. Ce que les gens veulent, c'est du baseball disputé à l'extérieur, sur du gazon et de la terre battue. Ils veulent sentir l'odeur des côtes levées en déambulant dans les couloirs. Au fond, ils recherchent l'ambiance d'un petit Walt Disney World. Au Stade olympique, ils ne la trouvent pas. »

Les loges corporatives du nouveau stade seraient moins nombreuses et se loueraient beaucoup moins cher qu'au Centre Molson. Il y en aurait entre 40 et 100, selon la demande, et leur prix varierait entre 25 000 $ et 50 000 $ par saison, billets compris. Douze loges de grand luxe seraient creusées derrière le marbre, entre les deux abris des joueurs, et seraient mises en vente au prix de 100 000 $. « L'important est de créer un phénomène de rareté des billets, a ajouté M. Saine. Voilà pourquoi le nouveau stade n'aurait que 35 000 sièges. »

« C'est une catastrophe humanitaire », déclare une coopérante montréalaise

« C'EST UNE / *Suite de la page A1*

tenir le coup avec des rations diminuées, a dit Mme Turmine, qui précise que les stocks de vivres du camp de Mugunga pourraient être étirés sur deux semaines si les combats empêchent des ravitaillements.

En 1994, des épidémies de choléra et de dysenterie avaient fait des milliers de morts dans les camps de réfugiés. Au pire de l'épidémie de choléra, il mourait un réfugié à la minute, selon les calculs faits à l'époque.

« Nous avons passé une partie de la journée à distribuer de l'aide non périssable, comme des bâches de plastique, qui sont utilisées comme abris. Nous avons aussi distribué des couvertures et des biscuits (à forte teneur nutritive) », a-t-elle expliqué.

Mme Turmine, 33 ans, est anthropologue et administratrice, formée à l'Université de Montréal et à l'Université Laval, de Québec. Elle travaille au Zaïre depuis presque deux ans. Elle fait partie d'une équipe restreinte de coopérants humanitaires encore sur place. La plupart des organismes d'aide ont évacué l'essentiel de leur personnel. Ainsi, Care Canada n'a plus que deux coopérants, soit Mme Turmine et Steve Blight, de North Bay, en Ontario. Ils travaillent avec cinq coopérants laissés sur place par Care Australie.

« Goma est relativement tranquille », a indiqué Mme Turmine, qui ne sait pas combien de temps il sera possible de rester à Goma. Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU pourrait ordonner l'évacuation des derniers coopérants si la situation continue de se dégrader, comme cela a été le cas à Uvira, Bukavu et ailleurs au Zaïre. « C'est une catastrophe humanitaire terrible et on espère rester le plus longtemps possible pour assurer un minimum de soutien à ces gens. Mais c'est de plus en plus difficile de travailler. »

M. Blight ne croit pas que la sécurité personnelle des coopérants soit menacée dans l'immédiat. « Ce n'est pas comme Bukavu, où on se bat et qui a été évacuée par toutes les organisations humanitaires. Ici, à Goma, les boutiques étaient encore ouvertes (hier). Mais l'atmosphère se détériore rapidement: on sent que la guerre se prépare et que les gens se mobilisent. »

M. Blight estime que la crise actuelle sera pire que celle de 1994. « En 1994, au moins, l'exode a été géré après une guerre qui a eu lieu au Rwanda. Il y avait une paix relative. Mais en ce moment, il se dessine une situation où un million de réfugiés ont besoin d'aide et où plus de 700 000 d'entre eux sont hors de portée de toute assistance.

« La guerre complique tout. On a dû évacuer presque tous les camps. Même à Goma, ici, on n'a aucune idée du temps qu'on pourra encore rester pour secourir des gens qui sont complètement dépassés par la situation. Je crains que ce soit très grave. »

Santé: d'autres coupes et ça presse!

SANTÉ / *Suite de la page A1*

Or, si les responsables du réseau de la santé savent depuis le mois de mars que 1996-97 leur réserve des compressions de 669 millions, on leur a demandé il y a tout juste deux semaines de ratisser encore une fois leurs fonds de tiroirs. Le ministre Rochon s'attend pourtant à consulter la liste de leurs nouvelles économies dès demain. « Les régies devront récupérer des sommes d'argent proportionnelles à leur budget, précise M. Caillé. Mais elles ne pourront toucher aux plans de transformation en vigueur. » Ces plans prévoient le transfert de certaines ressources à une foule d'institutions pour pallier à la fermeture récente de plusieurs hôpitaux.

Cette année, la régie de Montréal a ainsi redistribué 155 des 354 millions épargnés... Ce qui fait le bonheur des 350 organismes communautaires ayant hérité de quelque sept millions: une somme que la régie ne pourra pas leur réclamer.

Hier, l'attaché de presse du ministre Rochon ignorait toujours quelle solution envisageaient les diverses régies de la santé. Quant à leurs responsables, ils se sont révélés impossibles à joindre. Chose certaine, ces derniers ne sont pas au bout de leur peine... puisqu'ils devront s'astreindre à des compressions additionnelles de 900 millions en 1997-98.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi et dimanche de 7 h à midi
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100
Annonces classées : 285-7111
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes Annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320
Comptabilité
Grandes annnonces : 285-6892
Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:
La Presse, Ltée.
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1515.

00442 **Code du jour 44-2**

Mardi, 29 octobre 1996

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **472**
à quatre chiffres : **2139**

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:
- à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 9 h à 20 h;
- à Montréal: École de Technologie supérieure, cafétéria, 4750, avenue Henri-Julien, de 11 h à 17 h. Objectif: 100 donneurs;
- à Tracy: Qit-Fer et Titane Inc. et Les Poudres métalliques du Québec, La Causerie, 1625, route Marie-Victorin, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h à 16 h. Objectif: 200 donneurs;
- à Rivière-des-Prairies: CLSC Rivière-des-Prairies, 8655, boul. Perras, de 14 h à 20 h. Objectif: 125 donneurs;
- à Brossard: École secondaire Antoine-Brossard, organisée par le Service d'éducation aux adultes, Cafétéria, 3055, boul. Rome, de 16 h à 20 h 30. Objectif: 100 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Le renouveau masculin

■ Très longtemps, la mode pour hommes a vécu en vase clos, ne subissant guère les mille et un diktats de la mode féminine. Deux fois l'an, aux changements de saison, monsieur troquait son costume de laine marine pour un complet en coton beige. Et voilà, on n'en parlait plus pour les prochains mois. Ce n'est que récemment, avec l'arrivée des Dénommé-Vincent, Turbulence, Philippe Dubuc et compagnie, que l'homme s'est initié aux plaisirs vestimentaires *Made in Québec*. À lire demain dans le cahier Mode.

CENTRAIDE

17 078 701 $
Merci!
Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tél.: (514) 288-1261

Les jeunes qui ont de ladifficulté à l'école reçoivent l'aide de bénévoles pour faire leurs devoirs et leurs leçons grâce à la Maison de quartier Désormeaux, un lieu de rencontre pour les familles ayant de faibles revenus.

JE DONNE, JE CHANGE

QUESTION DU JOUR

Le service *InfoBref* Bell

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Le premier ministre Jean Chrétien estime qu'il en a assez fait sur le front de l'unité canadienne depuis le référendum de l'an dernier. Partagez-vous cet avis?

Avez-vous de grandes attentes face au Sommet socio-économique qui se tiendra cette semaine à Montréal?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 21 %
Non: 79 %

Bell — La Presse

Découvrez Rado,
un monde à part.
RADO
Switzerland

En vente chez les détaillants Rado autorisés: **Montréal** Joailliers Birks Square Phillips et Rockland, Bijouterie Bassi, Bijouterie Dominic, Galazzo Centre Eaton • **Laval** Joailliers Birks • **Pointe Claire** Joailliers Birks • **Québec** Joailliers Birks

La Presse

Le mot du jour

prélart

■ Dans l'ensemble de la francophonie, ce mot désigne une « grosse toile imperméabilisée ». Chez nous, on en a fait un synonyme familier de *linoléum*. L'emploi de ce dernier mot est préférable.

— *Le linoléum est moins populaire qu'autrefois.*

Paul Roux

Double meurtre dans un restaurant

MARCEL LAROCHE

Le vol est le seul mobile actuellement retenu par la police pour expliquer le meurtre crapuleux et sauvage de deux employés d'un restaurant Harvey's égorgés pour quelques centaines de dollars, à l'intérieur du commerce situé dans le quartier Côte-des-Neiges, à Montréal.

L'attentat, qui a aussi causé de graves blessures à une retrouvée dans un état semi-comateux, au sous-sol du restaurant, a été découvert par deux employés qui s'apprêtaient à prendre leur quart de travail, à 6 h hier.

En pénétrant dans le commerce situé de biais avec le poste 31 du SPCUM, à l'intersection du chemin Bedford et du chemin de la Côte-des-Neiges, les deux employés se sont retrouvés devant un spectacle horrifiant : leurs collègues de travail, Robert Pinto et Guy Desmarais, âgés respectivement de 32 et 44 ans, gisaient sans vie, l'un près de l'autre, dans la cuisine. Les employés se sont rendus en toute hâte au poste de police pour donner l'alerte.

Après avoir constaté la présence des cadavres, les policiers se sont dirigés au sous-sol, où ils ont trouvé la jeune femme dans un état pitoyable, mais toujours vivante.

Tout comme ses collègues de travail, elle avait été ligotée et bâillonnée avant d'être abandonnée à son triste sort. Une fois libérée de ses liens, elle a été transportée par Urgences Santé au département des soins intensifs d'un centre hospitalier de la métropole, où les médecins considèrent son état comme critique mais stable.

Les policiers ont dressé un périmètre de sécurité autour du commerce spécialisé dans la restauration rapide en attendant l'arrivée d'une équipe d'enquêteurs de la section des homicides.

PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

Le restaurant voisin de Côte-des-Neiges où le double meurtre est survenu. Ci-contre, les victimes, Robert Pinto et Guy Desmarais.

La gorge tranchée

L'autopsie pratiquée aujourd'hui au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal devrait éclaircir les causes exactes de la mort des deux employés. Il semblait hier qu'ils avaient eu la gorge tranchée.

Le lieutenant-détective Jean-François Martin, responsable de la section des homicides, a indiqué hier que le double assassinat aurait été perpétré dimanche, après la fermeture du restaurant à 22 h.

Bien que l'établissement soit équipé d'un système de surveillance électronique, l'enquête a révélé que les caméras vidéo ne fonctionnaient pas lors de la perpétration du crime, éliminant ainsi toute possibilité d'identifier les assassins par ce moyen.

Le coffre-fort de l'établissement avait été éventré et pillé.

Bouleversé par ce triste événement, Frantz André, gérant de la formation pour tous les restaurants Harvey's de l'Est du Canada, a déclaré hier à *La Presse* bien connaître les victimes et leur consoeur blessée.

Un prévenu de 18 ans se pend

Premier suicide au nouveau centre de Rivière-des-Prairies

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Un Américain de 18 ans s'est suicidé dimanche au nouveau centre de détention de Rivière-des-Prairies. Aaron Scott Fuller s'est pendu dans sa cellule à peine quelques heures après avoir quitté le centre Parthenais en compagnie de 275 autres détenus. Il se trouvait seul, vers une heure du matin, lorsque le médecin d'Urgences Santé a constaté sa mort.

« Il ne faut surtout pas lier le suicide au déménagement, assure Linda Veillette, porte-parole du ministère de la Sécurité publique. Le soir du transfert, les mesures de sécurité étaient les mêmes, sinon plus strictes que d'habitude. Comme le dossier de M. Fuller était vierge aux plans judiciaire et hospitalier et comme les policiers ne nous avaient rien signalé de spécial, rien ne laissait deviner qu'il pouvait se suicider. S'il y avait eu un risque, nous l'aurions placé avec une autre personne. »

Le jeune homme avait été arrêté le 22 octobre à la suite d'un vol qualifié et avait été admis au centre Parthenais deux jours plus tard, amorçant ainsi son tout premier séjour en prison. Selon M^me^ Veillette, les agents l'avaient alors amplement interrogé.

« Si les gardiens avaient détecté quelque chose d'anormal, ils auraient surveillé M. Fuller de plus près en attendant qu'il rencontre un professionnel de la santé mentale. Le personnel est formé en matière de prévention du suicide : il pose les questions qu'il faut et vérifie si la personne semble triste ou perdue. Les agents vont même chercher encore plus d'informations lorsqu'ils ne connaissent pas quelqu'un. »

Les responsables de la prison mènent malgré tout leur petite enquête pour vérifier si les normes d'admission ont été suivies à la lettre et si certains « changements » s'imposent dans leur façon de faire. Le coroner ainsi que la Sûreté du Québec enquêtent aussi de façon parallèle.

L'EXPRESS DU MATIN

Début du procès Guttman

■ Le procès pour complot d'importation d'une tonne de cocaïne de l'avocat montréalais Alan Guttman a commencé hier au palais de justice de Montréal. Guttman, 44 ans, qui a conservé son droit de pratique, est coaccusé avec un dénommé Werner Patek. Devant le juge Serge Boisvert, de la Cour du Québec, hier, la défense a tenté de faire la démonstration que le ministère public ne lui a pas livré suffisamment d'informations pour préparer le procès. Déjà, on s'attend à ce que les trois semaines de procès fixées par les avocats soient nettement insuffisantes. La défense est assurée par deux spécialistes de ce genre de causes, M^es^ Pierre Morneau et Claude Girouard.

Privatisation intéressante

■ Quatorze sociétés basées sur trois continents voudraient se charger du réseau d'aqueducs montréalais ou du traitement de l'eau. C'est ce qu'a révélé hier le bureau du maire Pierre Bourque, en rendant publique la liste des entreprises intéressées par son projet de privatiser le traitement et la distribution de l'eau. Ces compagnies sont: Capital d'Amérique CDPQ inc., Compagnie générale des eaux, Constructions du Saint-Laurent ltée/Wessex, Deutsche Morgan Grenfell, Hambros, Lévesque Beaubien Geoffrion inc., Lyonnaise des eaux, Marché des capitaux Scotia, Midland Walwyn, Merril Lynch, Nesbitt Burns, RBC Dominion Securities et Schroders (manifestations d'intérêt), ainsi que SNC/Lavalin (proposition non sollicitée).

Réseau refait

■ Le réseau électrique longeant le boulevard des Laurentides, entre le boulevard Lévesque et la rue Saint-Michel, à Laval, sera entièrement refait dans le but de le moderniser et d'en améliorer l'aspect. La construction de cette ligne électrique représente un investissement d'environ 500 000 $. Ces coûts sont répartis entre la Ville de Laval et Hydro-Québec. Les travaux débuteront cette semaine pour se terminer en février. Durant toute la durée de ces travaux, le boulevard des Laurentides demeurera ouvert à la circulation. Hydro-Québec profitera de ce projet pour faire l'essai d'une nouvelle technologie. En effet, les poteaux traditionnels en bois seront remplacés par des poteaux en acier galvanisé à traverses en composite. Cette nouvelle technologie sera utilisée pour la première fois au Québec en ce qui concerne les réseaux de distribution aériens.

Manif de cégépiens

■ Près de 150 cégépiens ont distribué des tracts dans les rues du centre-ville, hier soir. Les élèves du cégep du Vieux-Montréal ont déambulé aux abords du centre Molson pour protester contre les compressions qui affectent le système d'éducation. Les manifestants ont ensuite arpenté la rue Drummond et le boulevard René-Lévesque, avant de se disperser dans le calme vers 20 h 20.

Bon Samaritain tué en changeant un pneu

■ Un jeune homme de 23 ans a été tué par un véhicule, vers 17 h 45 hier, en aidant une automobiliste à changer un pneu crevé. Benoît Gauvreau, de Montréal, a aperçu une dame de 31 ans qui se tenait le long de l'accotement de l'autoroute 640, près de Deux-Montagnes. Il a aussitôt stationné son propre véhicule face au véhicule immobilisé, afin de mieux éclairer ses manoeuvres. Les réparations presque achevées, un troisième conducteur a obliqué vers les deux voitures après avoir été brusquement doublé à gauche. En déviant de sa trajectoire, cet automobiliste de 64 ans a heurté la dame, qui se tenait debout près de son bon Samaritain, puis le jeune homme, toujours à genoux devant la voiture. Celui-ci est mort sur le coup tandis que la dame a été blessée. Le conducteur souffre d'un violent choc nerveux.

Malade recherchée

■ La police de Québec est à la recherche de Rita Poulin-Pouliot, une femme de 80 ans souffrant de la maladie d'Alzheimer et qui est disparue depuis le 27 octobre de sa résidence La Champenoise, située au 990, Gérard-Morissette, à Québec. Elle mesure 5 pieds 4 et pèse 130 livres ; elle a les cheveux poivre et sel courts et frisés. En outre, elle a beaucoup de rides au visage, une cicatrice au cou et une tache brune au centre du front. Pour toute information, faites le (418) 691-3918.

Action judiciaire contre St-Hubert pour contrer le mégacentre commercial

MARTHA GAGNON

Le propriétaire d'un supermarché à Saint-Hubert a intenté hier une action contre la Ville et un promoteur dans le but de faire annuler un règlement de zonage autorisant l'implantation d'un mégaprojet commercial à l'intersection des boulevards Cousineau et Gaétan-Boucher.

M. Roland Bourbonnais, qui exploite un supermarché IGA, entend démontrer que la Ville s'était engagée à favoriser l'adoption du règlement de zonage souhaitée par le promoteur Techn-Écologie ; que le succès de cet objectif nécessitait de ne pas alarmer la population avoisinante ; qu'elle a omis de dévoiler des informations à l'assemblée publique de consultation en août et que l'idée d'adopter le règlement était déjà prise à ce moment-là.

Au service des communications de la Ville, on a fait savoir que personne n'était en mesure hier de faire des commentaires. Il faut dire que la campagne électorale bat son plein dans cette localité de la Rive-Sud où trois équipes se font la lutte.

Me Daniel Chénard, qui représente M. Bourbonnais, assure que son client n'est pas impliqué dans la campagne électorale. « C'est tout à fait par hasard si l'action survient quelques jours avant les élections », dit-il. Il explique que son client reproche à « la municipalité d'avoir agi comme si elle était un propriétaire immobilier sans trop se soucier des conséquences qu'entrainera la réalisation d'un centre commercial d'envergure. Aucune étude d'impact n'a été réalisée. La Ville est associée à titre de partenaire avec Techn-Écologie dans le développement d'une grande bande de terrains résidentielle et commerciale. »

D'après l'action en nullité, la municipalité a obtenu des terrains résidentiels en échange d'un élargissement de la zone commerciale. « Elle a, en quelque sorte, doublé sa mise et obtenu du deux pour un », dit Me Chénard.

Il ajoute qu'on ignore toujours quels sont les commerces qui pourraient s'installer à cet endroit. « On se demande s'il n'y a pas un Loblaws, dit-il. Lors de l'assemblée de consultation, les personnes présentes ont vainement tenté de connaître la nature du projet. La population peut s'interroger aujourd'hui sur la nécessité de créer un super centre commercial régional dans ce secteur qui est situé à une certaine distance des grands axes routiers. »

Le zonage qui permettait l'implantation de commerces de type centre-ville a été modifié pour accueillir les commerces de grande surface.

L'avocat entend démontrer que la Ville était en possession, au moment de l'assemblée publique d'information, d'un plan précis de construction de bâtiments de grande surface. Des études de capacité portante du sol avaient même été réalisées.

De plus, le demandeur soutient que le président de Techn-Écologie était présent lors de la signature du registre à l'hôtel de ville où les opposants au règlement étaient invités à se présenter. M. Bourbonnais entend prouver qu'il a influencé certaines personnes.

« Ce méga-projet commercial n'est pas sans susciter des inquiétudes légitimes pour mon client et les gens d'affaires dans ce secteur », explique Me Chénard.

La bibliothèque d'Outremont : 2,2 millions

CLAUDE-V. MARSOLAIS

La firme Borec Group inc. s'est vu octroyer le contrat de construction de la nouvelle bibliothèque d'Outremont en présentant hier la plus basse soumission jugée conforme, soit 2 217 224 $.

Selon le directeur général de la Ville, Victor Mainville, il y a eu un engouement certain de la part des firmes de construction puisque 20 entrepreneurs ont présenté des soumissions, dont la plus élevée se chiffrait à 2,6 millions.

« La Ville d'Outremont va faire des économies appréciables puisqu'elle avait évalué le coût de construction à 2 425 000 $ plus une somme de 90 000 $ pour l'aménagement du terrain », a-t-il indiqué.

La désignation de la firme d'architectes, le consortium Brillant, Boyer et Mercier, avait eu lieu lors d'un concours public l'an dernier.

Au printemps dernier, une évaluation du concept original développé par la firme d'architectes évaluait à 3,8 millions le coût de sa réalisation. C'était 1,2 million de plus que prévu.

Afin de respecter son budget, la municipalité a décidé de réduire de 20 % la superficie de l'édifice, la ramenant de 30 000 à 24 000 pieds carrés.

Le chantier devrait ouvrir rapidement afin de respecter le délai consenti par les gouvernements d'Ottawa et de Québec au titre du programme des infrastructures. La réalisation doit être terminée en septembre 1997.

Porcherie : Shur-Gain menace de poursuivre Grandes-Piles

MARTHA GAGNON

La compagnie Shur-Gain menace de poursuivre la municipalité de Grandes-Piles, en Mauricie, pour des dommages-intérêts de deux millions et plus si elle n'obtient pas les permis nécessaires à l'implantation d'une porcherie-maternité.

Shur-Gain et ses partenaires ont fait parvenir une mise en demeure aux autorités municipales pour les aviser qu'elle entreprendra des recours devant les tribunaux si le conseil continue à mettre des obstacles sur sa route.

Elle affirme que la « municipalité sera tenue responsable pour tout dommage encouru en raison d'agissements abusifs qui retardent l'émission du permis de construction » d'une maternité de 700 truies qui s'ajouterait à la pouponnière de plus de 2000 porcelets en voie de réalisation.

Infarctus du maire

Coïncidence étonnante, le maire de Grandes-Piles, Jean Pothier, a été victime d'un infarctus peu de temps après avoir reçu cette mise en demeure. Il est actuellement à l'hôpital. Selon certains, M. Pothier montrait des signes de fatigue ces derniers temps.

Même si le dossier des porcheries n'est peut-être pas responsable de ses ennuis de santé, il est devenu une source importante de tensions dans cette municipalité habituellement paisible.

En septembre, des citoyens farouchement opposés au projet ont même défilé jour et nuit devant la demeure du maire pour réclamer l'appui du conseil dans leur bataille contre Shur-Gain.

Le maire a déjà déclaré publiquement qu'il craignait de devoir faire face à des poursuites judiciaires de Shur-Gain, alors que la municipalité n'a pas vraiment les moyens de s'engager dans une bataille juridique.

La compagnie évalue ses pertes à plus de 7000 $ par jour, auxquelles s'ajoutent des dépenses déjà effectuées d'un million de dollars. Selon elle, « la seule intention du conseil municipal est d'empêcher la réalisation du projet malgré la signature préalable d'un protocole d'entente, l'émission le 27 juin d'un certificat de conformité à l'égard de l'implantation de la porcherie et le retrait d'un règlement de modification de zonage suite à la tenue d'un registre. »

Shur-Gain accuse la municipalité « d'agir impunément en abusant de son pouvoir discrétionnaire ». Elle a décidé d'envoyer une mise en demeure après avoir appris que le conseil s'apprêtait à modifier à nouveau le règlement de zonage pour agrandir la zone d'interdiction d'implantation des porcheries.

« Il nous apparaît évident que l'on ne peut faire indirectement ce que l'on ne peut faire directement, soutiennent les avocats de Shur-Gain. Le conseil veut agrandir une zone pour en modifier ultérieurement les usages afin de ne pas avoir à retirer à nouveau son règlement à la suite de la tenue d'un registre ou d'un scrutin. »

La présidente du Comité de citoyens de Grandes-Piles, Claudette Archambault, accuse « la compagnie de chercher à intimider la population et le conseil. Les poursuites, ça fait peur à bien du monde. Il me semble que ces gens devraient comprendre qu'ils n'ont pas leur place ici. Après plus d'un an d'opposition, Shur-Gain s'acharne à vouloir réaliser son projet de méga-porcheries. Elle pense davantage à ses intérêts financiers qu'à la qualité de vie de la population. »

Autres localités

Ce projet suscite également la controverse dans les municipalités environnantes, dont Trois-Rivières, qui ont récemment entrepris des procédures judiciaires contre Shur-Gain. Les six municipalités réclament une injonction pour empêcher la réalisation du projet et exiger une étude d'impact.

Le 16 octobre, la compagnie s'est pourtant engagée auprès des six municipalités concernées à cesser tous les travaux de construction et d'exploitation de porcheries jusqu'à ce qu'un jugement de la Cour supérieure soit rendu sur le fond du litige.

La compagnie a toutefois décidé de réagir et d'entreprendre de nouvelles démarches pour empêcher le conseil municipal de Grandes-Piles d'adopter un changement qu'elle juge préjudiciable.

C'est nous qui avons rédigé le manuel d'entretien de votre véhicule Chrysler.

Ça dit tout !

VIDANGE D'HUILE ET REMPLACEMENT DU FILTRE

Comprend jusqu'à 5 litres d'huile de qualité supérieure Premium Mopar et un filtre à huile Mopar de qualité pour votre véhicule Chrysler • Vérification du filtre à air, des tuyaux, des courroies d'entraînement, des balais d'essuie-glace, des pneus, des phares et feux, des serrures et charnières • Vérification des liquides suivants : liquide pour freins, liquide de direction assistée, liquide lave-glace • Renseignez-vous au sujet de notre garantie Cinq étoiles Chrysler.

19,99 $ Frais en sus pour moteurs diesel et véhicules importés +Taxes

« PRÊT À L'HEURE PROMISE... OU RIEN À DÉBOURSER ! »

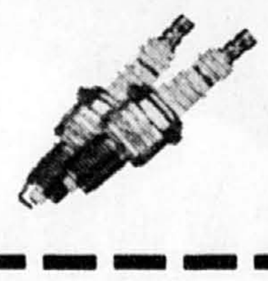
INSPECTION TRANQUILLITÉ D'ESPRIT

C'est le moment de se préparer pour la conduite hivernale ! À l'achat d'un service de vidange d'huile et remplacement du filtre, nos techniciens Chrysler effectueront ce qui suit :

- Permutation des quatre pneus
- Vérification des freins avant et arrière
- Vérification du système d'échappement – Silencieux, convertisseur catalytique, tuyaux, joints d'étanchéité du collecteur d'échappement, supports et colliers de serrage
- Essai routier et rapport des résultats
- Vérification du niveau d'antigel – Vérification sous pression, vérification des conduits et colliers de serrage, de la pompe à eau, du radiateur, du ventilateur débrayable/ventilateur électrique – Réglage des courroies d'entraînement du moteur – Vérification de l'état et de la concentration du liquide de refroidissement
- Vérification du circuit électrique – Batterie, essuie-glace, lave-glace, klaxon, feux et phares, chauffe-bloc et nettoyage des bornes
- Vérification de la suspension – Amortisseurs, jambes de suspension, éléments de la direction assistée, tuyaux et timonerie de direction

19,99 $ +Taxes

MISE AU POINT



59,99 $* (4 cyl.) 69,99 $* (6 cyl.) 79,99 $* (8 cyl.)

Une mise au point du Service cinq étoiles Chrysler comprend : • Le diagnostic électronique complet du moteur • La pose de bougies Mopar de qualité • Le réglage de l'allumage et du régime de ralenti (s'il y a lieu) • La vérification des câbles d'allumage, des courroies d'entraînement, de la soupape RGC, des tuyaux, du filtre à air et du filtre à essence • La vérification et le nettoyage des bornes de la batterie • Un essai routier • Applicable à la plupart des véhicules de Chrysler Canada • Renseignez-vous au sujet de notre garantie sur toutes les pièces de qualité Mopar posées par le concessionnaire :

« Garantie de 12 mois sans limite de kilométrage sur les pièces et la main-d'œuvre ».

*+Taxes

SERVICE CINQ ÉTOILES CHRYSLER

• Techniciens formés par Chrysler • Pièces de rechange Mopar • Service et commodité • Attention et courtoisie • Prix concurrentiels

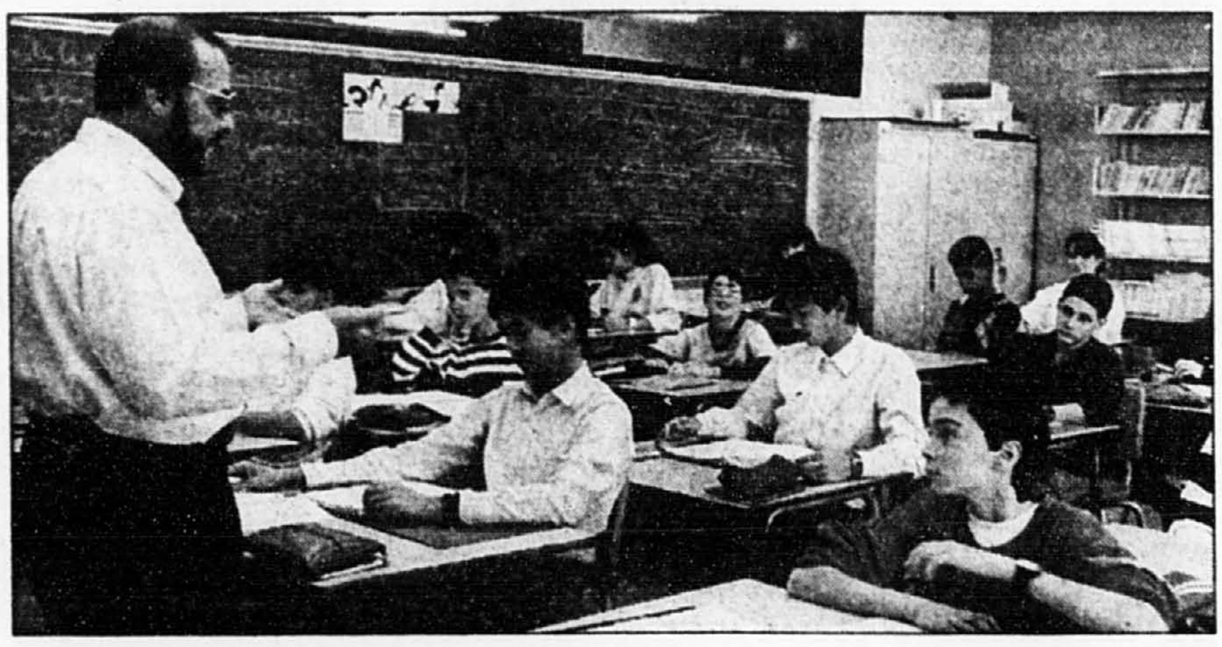
Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER QUELQU'UN DE FIABLE

Québec n'a pas avantage à diminuer les subventions au privé de plus de 12 %

MICHÈLE OUIMET

Si le gouvernement diminue de plus de 12 % les subventions aux écoles privées, il ne réalisera aucune économie. Bien au contraire, il lui en coûtera de l'argent, conclut une étude effectuée par le ministère de l'Éducation en novembre 1995 et dont *La Presse* a obtenu copie.



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE

Un élève qui fréquente une école privée au primaire et au secondaire coûte 3255 $ à l'État, alors qu'au public, la subvention est de 5394 $.

L'auteur du document de 15 pages, Benedykta Ristic, une économiste qui travaille à la direction des statistiques et des études quantitatives au ministère de l'Éducation, a tracé cinq scénarios, soit une baisse des subventions au privé de 10 %, 25 %, 50 %, 75 % et 100 %.

Si les subventions diminuent de 10 %, explique Mme Ristic, les écoles privées devront augmenter leurs frais de scolarité de 18 % au primaire et au secondaire et de 25,2 % au collégial. À la suite d'une telle hausse, 12,6 % des élèves du primaire et du secondaire quitteront le privé pour rejoindre les rangs de l'école publique.

Le ministère de l'Éducation devra alors donner 60,3 millions de plus aux commissions scolaires pour qu'elles absorbent cette nouvelle clientèle. Comme il aura déjà économisé 61,6 millions en diminuant les subventions de 10 %, l'économie nette sera de 1,3 million.

Au collégial, le réseau public accuserait une perte évaluée à 355 000 $. Au total, pour le primaire, secondaire et collégial, l'opération rapporterait donc un peu plus de 900 000 $.

Par contre, si le gouvernement baisse les subventions de 25 %, les frais de scolarité au privé augmenteront de 44,9 % au primaire et au secondaire et de 63 % au collégial. Le primaire et le secondaire perdront 31,4 % de leurs élèves au profit du public et le gouvernement devra augmenter les subventions des commissions scolaires de 150 millions. Toutefois, il économisera 140 millions en diminuant les subventions de 25 %. En incluant le collégial, le ministère de l'Éducation absorbera une perte totale de 16 millions.

Si les subventions diminuent de moitié, il en coûtera 81,4 millions au gouvernement, si elles baissent de 75 %, la facture s'élèvera à 77,5 millions et si elles disparaissent complètement, le prix à payer sera de 49,8 millions.

Un élève qui fréquente une école privée au primaire et au secondaire coûte 3255 $ à l'État, alors qu'au public, la subvention est de 5394 $. Au collégial, un élève du privé reçoit 4335 $ et celui du public, 6473 $.

L'étude de Mme Ristic a été réalisée afin d'éclairer la Commission des états généraux sur l'éducation qui a d'ailleurs recommandé de diminuer les subventions au privé, jusqu'au point zéro si nécessaire, proposition que la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a rejeté.

Mme Ristic prévient qu'il faut manipuler ces chiffres avec prudence, car ils ne tiennent pas compte de certains coûts, comme les enseignants.

« S'il y a moins d'élèves au privé, dit-elle, que ferons-nous des professeurs en trop ? Nous n'avons pas tenu compte de cette variable. »

De son côté, le président de la Commission des états généraux, Robert Bisaillon, regarde tous ces chiffres avec scepticisme.

« On prétend qu'un élève au public coûte à peu près deux fois plus cher qu'au privé, explique-t-il. Est-ce qu'on inclut, dans ces chiffres, la formation professionnelle et les élèves en difficulté ? Le ministère alloue un budget d'un milliard, sur un total de neuf milliards, aux élèves en difficulté qui sont à 97 % dans le réseau public. Là-dessus, il n'y a jamais eu d'étude. Quant à moi, ce sont les vraies questions qu'il faut se poser. »

Des cégépiens rejettent la grève... mais manifestent dans les rues de Sherbrooke

Presse Canadienne
SHERBROOKE

Les cégépiens du Collège de Sherbrooke ont rejeté hier, à 60 %, une résolution de grève générale illimitée à compter d'aujourd'hui, mais ont causé peu de temps après une véritable commotion en déambulant au beau milieu de la rue King, la principale artère du centre-ville.

Contre toute attente, ils ont entrepris dès hier de faire comprendre au gouvernement québécois qu'ils réclament l'arrêt des compressions budgétaires dans les services sociaux, incluant l'éducation.

C'est que tout en rejetant une proposition de grève, ils ont accordé à leur association un mandat d'utiliser tout moyen de pression autre que la grève pour protester contre les compressions et contre les frais imposés aux collégiens.

Après l'assemblée, la direction de leur association a convoqué une manifestation devant un des pavillons du collège. Peu de temps après, un cortège de 300 jeunes s'est ébranlé vers le centre-ville, obligeant plus d'une dizaine de voitures de la police municipale à intervenir.

La présidente de l'association, Geneviève Nadeau, était à la fois surprise et réjouie de la tournure des événements.

« Je les ai comptés tout à l'heure, ils sont 300 », confiait-elle avec une certaine stupéfaction.

Hier, en fin d'après-midi, des agents de la sûreté municipale continuaient à escorter les manifestants, qui ont poursuivi leur marche même à la tombée du jour, jusqu'au bureau de la députée de Sherbrooke, Mme Marie Malavoy, d'où ils ont été expulsés.

De notre collection bracelet "CALLISTA" or 18 ct et acier a partir de $ 1,200.

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES • DEPUIS 1954
2195 RUE CRESCENT, MONTRÉAL, (514) 848-0595
À Palm Beach, FL. 210 Worth Ave.
Christopher & Charles Kaufmann, *Designers*

Participez au programme Alix Toyota

VALEUR PLUS!

3 DERNIERS JOURS

Recevez GRATUITEMENT!

+ 4 PNEUS D'HIVER
+ TAPIS D'HIVER
+ CHANGEMENTS D'HUILE
+ BALAIS D'ESSUIE-GLACES

sur toutes les Corolla et Camry en inventaire jusqu'au 31 Octobre 1996

Nous avons en stock '97 tous les modèles au prix des '96 !

Venez faire l'essai de la nouvelle RAV4 !

Alix TOYOTA
" Chez Alix, vous en avez toujours PLUS ! "
Tél: (514) 376-9191
www.autolinq.com/alix
6807 rue De Lorimier, Mtl.

TERRE SANS FRONTIÈRES
C'EST À MON TOUR
VALEUR DE 75 000$
UNE CHANCE SUR 3 000
100 $ LE BILLET

MERCEDES-BENZ 320E 1997
TIRAGE : jeudi 31 octobre 1996
1-800-268-7880
N° de licence RACJ 27141 96

Cet hiver, c'est... BFGoodrich Pneus

Trail Maker PLUS
à partir de
59,95 l'unité
Pour dimension P155/80 R13

Momenta
à partir de
45,95 l'unité
Pour dimension P155/80 R13

Pose et balancement inclus.

ALIGNEMENT
AMORTISSEUR
ATTACHE DE REMORQUE
BATTERIE
CARDAN/CRÉMAILLIÈRE
FREINS
PNEUS
RADIATEUR
RECYCLAGE D'ANTIGEL
SILENCIEUX
SUSPENSION
VIDANGE D'HUILE

MONSIEUR Muffler
PNEUS • FREINS

Pour l'atelier Monsieur Muffler le plus près, composez le 593-0770

OMEGA
LE CHOIX DE ELLE MACPHERSON

Nouvelle Constellation

Femme active d'aujourd'hui, Elle Macpherson mène une brillante carrière. Succès qui va de soi de par sa personnalité lumineuse, sa beauté naturelle et son charisme. Des qualités qu'elle retrouve dans son Omega, à chaque moment de sa vie de tous les jours. «Trust your judgement, trust Omega» - Elle Macpherson.

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne 845-4651

Montréal métro

L'ex-maire Jean Doré serait battu par Pierre Bourque dans une élection aujourd'hui.

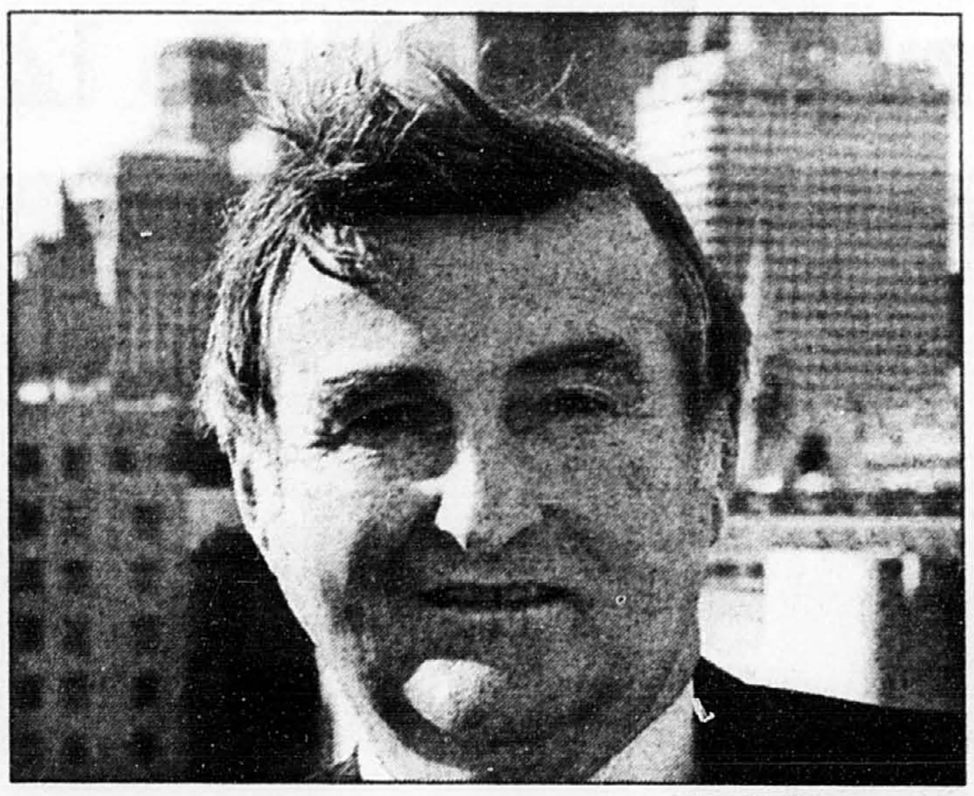


PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

Succès mitigé du maire Bourque dans les intentions de vote des Montréalais.

Jean Cournoyer pourrait battre Pierre Bourque dans une élection aujourd'hui.

Le maire Bourque demeure préféré à Jean Doré mais se révèle moins populaire que Cournoyer

Les résultats d'un sondage SOM pour La Presse *et Radio-Canada*

GILLES PAQUIN

Le maire Pierre Bourque l'aurait encore emporté sur Jean Doré si des élections municipales avaient eu lieu au début d'octobre, mais il aurait mordu la poussière face à l'animateur radiophonique et ancien ministre Jean Cournoyer.

Selon un sondage de la maison SOM, réalisé pour *La Presse* et Radio-Canada, M. Bourque aurait obtenu l'appui de 46 % des électeurs contre 33 % à Jean Doré, un résultat semblable à celui du dernier scrutin.

Par contre, le maire Bourque aurait perdu l'élection contre Jean Cournoyer (31 % à 36 %) alors qu'un peu plus du tiers de ceux qui l'appuyaient lors de la dernière élection lui seraient demeurés fidèles et que 41 % auraient changé de camp.

Fort heureusement pour M. Bourque, Jean Cournoyer a récemment déclaré qu'il renonçait à se lancer dans l'arène politique montréalaise. Invoquant son âge et des raisons personnelles, M. Cournoyer a demandé à ses partisans d'abandonner la campagne en sa faveur.

Le maire Bourque demeure le premier choix des électeurs lorsqu'on les invite à choisir entre lui et d'autres candidats hypothétiques tels que le ministre Serge Ménard (37 à 35 %), la députée libérale Lisa Frulla (45 à 23 %), ou le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, André Lavallée (41 à 22 %).

Selon les analystes de SOM, une des raisons qui jouent contre M. Lavallée est qu'il ne retiendrait que 32 % du vote favorable à Jean Doré en 1994, alors que 36 % de ces électeurs reporteraient leur vote sur Pierre Bourque.

Deux Montréalais sur trois se disent insatisfaits des politiques de Québec face à la métropole

Ménard deuxième dans les intentions de vote

GILLES PAQUIN

Deux Montréalais sur trois sont insatisfaits des politiques proposées par le gouvernement Bouchard pour régler les problèmes financiers de la métropole.

Selon un sondage SOM réalisé pour *La Presse* et Radio-Canada, 41 % des Montréalais sont également déçus des efforts déployés par le maire Pierre Bourque pour obtenir un pacte fiscal pour sa ville.

Plutôt tièdes quant on leur demande s'ils font confiance à M. Bourque pour relancer l'économie de Montréal, 52 % des Montréalais reconnaissent toutefois que le maire évolue dans un contexte « défavorable ».

Dans l'ensemble, 67 % des Montréalais estiment que les politiques du gouvernement québécois à l'endroit des problèmes financiers de leur ville sont insatisfaisantes.

Cette perception négative est encore plus marquée parmi les gens de 45 à 54 ans où elle atteint 78 % et parmi ceux dont le revenu familial oscille entre 35 000 et 45 000 $ où elle est de 80 %. Elle est nettement plus élevée chez les de langue maternelle anglaise (82 %) que chez ceux de langue française (65 %).

Paradoxalement, le ministre responsable de la métropole, Serge Ménard, obtient le deuxième rang dans l'intention de vote des Montréalais contre Pierre Bourque. Ce qui peut s'expliquer par le fait que 59 % des répondants sont déçus de la performance du maire pour attirer les industries à Montréal et que 61 % doutent qu'il soit capable de ramener les gens en ville.

SONDAGE

SOM — La Presse — Montreal ce soir

■ Comment évaluez-vous l'effort de l'administration municipale pour inciter les résidents montréalais à rester à Montréal?

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Décevant	Très décevant	NSP/ NRP
Total	4%	31%	44%	17%	4%

■ Comment évaluez-vous l'effort de l'administration municipale pour inciter les gens à venir habiter Montréal?

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Décevant	Très décevant	NSP/ NRP
Total	5%	34%	36%	17%	8%

■ Comment évaluez-vous l'effort de l'administration municipale pour attirer de nouvelles indusries à Montréal?

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Décevant	Très décevant	NSP/ NRP
Total	5%	32%	43%	11%	9%

Infographie *La Presse*

Ex-employée de la CVMQ accusée d'une fraude de 700 000 $

Francine Corbeil, 47 ans, de LaSalle, une ex-employée de la Commission des valeurs mobilières du Québec, comparaîtra au palais de justice de Montréal le 28 novembre pour répondre de deux accusations criminelles relativement à un détournement de fonds de quelque 700 000 $.

Mme Corbeil, qui a travaillé à la CVMQ de 1979 à 1995 (année de son congédiement), était « agent de bureau principal ». De 1990 à 1995, elle aurait détourné à son avantage de nombreux chèques destinés au ministère des Finances.

Selon la section des crimes économiques de la Sûreté du Québec, Mme Corbeil faisait transiter des chèques faits par des particuliers ou des sociétés dans divers comptes pour enfin les encaisser.

La SQ a signifié hier à Mme Corbeil qu'elle devait comparaître au palais de justice. Elle est accusée de fraude et d'abus de confiance. Aucune somme d'argent n'a été saisie jusqu'à maintenant.

La CVMQ avait fait savoir le 14 juin 1995 qu'une enquête de la SQ avait été demandée à la suite d'allégations d'irrégularités.

Têtes d'affiche

Charles Dutoit

■ L'université McGill remettra un doctorat honoris causa au chef d'orchestre Charles Dutoit à la collation des grades qui a lieu cet après-midi, à compter de 14 h 30, à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des arts. Les autres personnes honorées à cette occasion sont l'homme d'affaires John W. Dobson (Formula Growth Fund) particulièrement actif dans le domaine de l'entrepreneuriat, et le docteur Huntingdon Sheldon, qui a enseigné à McGill pendant 30 ans et a contribué à la naissance du Sheldon Biotechnonogy Centre.

■■■

■ À l'oeuvre depuis peu, une fondation qui s'intéresse spécifiquement au sort des victimes de troubles crâniens vient de lancer une première campagne de souscription publique. C'est en présence de son président d'honneur pour l'an prochain, Claude Castonguay, qu'a été rendue publique l'oeuvre de Me Marie Robert et de la fondation Marie-Robert pour la recherche sur les traumatismes crâniens. Six centres de traumatologie sont liés à cette oeuvre : l'hôpital Charles-LeMoyne, l'hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec, l'Hôpital général de Montréal et l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal, ainsi que les centres de pédiatrie Sainte-Justine et l'Hôpital de Montréal pour enfants. Très touchée par les traumatismes crâniens dont elle doit assumer le coût des séquelles, la Société d'assurance automobile du Québec entend soutenir activement la fondation Marie-Robert. Le président et directeur général de la société, Jean-Yves Gagnon, présidait d'ailleurs le dîner-bénéfice annuel de la fondation. Il a aussi signalé que la Société d'assurance automobile du Québec avait créé un fonds de recherche en réadaptation sur le traumatisme crânio-cérébral doté d'un million de dollars. Renseignements : Fondation Marie-Robert, hôpital du Sacré-Coeur, 5400, boulevard Gouin Ouest, Montréal (Québec) H4J 1C5. Tél. 444-1590.

■■■

■ Le vingt-deuxième Festival de la Saint-Hubert partagera ses profits entre le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), la fondation Mira (chiens-guides pour aveugles) et la fondation de la Palestre nationale. Ce rendez-vous gastronomique est sous la présidence d'honneur de Pierre Bibeau, directeur général de la société du Parc des îles. Deux encans, régulier et silencieux, auront lieu au bénéfice des organismes mentionnés ci-haut. Cette dégustation aura lieu le vendredi 15 novembre, au Château royal de Laval, à compter de 17 h 30. Renseignements : 875-9911 (CECI), 795-3725 (Mira) ou 661-0625 (Palestre).

■■■

■ Colloque du Conseil canadien de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat, organisé par la Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter de l'École des hautes études commerciales, les 31 octobre, 1er et 2 novembre, à l'hôtel Reine Elizabeth. Au programme : conférences et ateliers sur le soutien aux PME, réunions de conseils d'administration, et distribution de prix. Renseignements 340-6358 ou 340-6339.

■■■

■ La Fondation médicale des Laurentides, à Sainte-Agathe-des-Monts, rendra hommage aux plus généreux de ses donateurs pour le centre hospitalier Laurentien, à l'occasion d'un premier gala des Gouverneurs qui aura lieu le mercredi 30 octobre, à 18 h 30, à l'école hôtelière de Saint-Adèle. Une vingtaine de personnes et entreprises seront alors intronisées au club des Gouverneurs. Pour rehausser ce gala, un dîner gastronomique sera préparé par les élèves de l'école hôtelière. Coût : 50 $. Renseignements : (819) 324-4006.

■■■

Neil Bissoondath

■ Grand auteur contemporain, moins conny au Québec, l'écrivain canadien de réputation internationale, Neil Bissoondath, traitera du « Dilemme de l'identité immigrante : assimilation, intégration » dans le cadre des grandes conférences des Belles soirées de l'Université de Montréal, le mardi 5 novembre, à 19 h 30, au pavillon du 3200, rue Jean-Brillant. D'origine antillaise, récemment installé à Québec après avoir séjourné à Toronto, M. Bissoondath a dénoncé, dans *Le Marché aux illusions*, le scandale du multiculturalisme. Coût : 19 $. Renseignements : 343-6090.

■■■

■ La duchesse d'York, Sarah Ferguson, les actrices Mary Tyler Moore et Joan Rivers, l'astronaute canadienne Roberta Bondar et Coretta Scott King, veuve de Martin Luther King, seront les prochaines conférencières d'Expériences et vies uniques. Cette série de conférences s'adressent aux femmes, sont en anglais, et une partie des profits va à la fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants. Les billets seront mis en vente à compter du 11 novembre. Renseignements : 285-4226.

■■■

■ Le professeur Gilbert Laporte, du Service de l'enseignement des méthodes quantitative de gestion de l'École des hautes études commerciales, vient d'être nommé « fellow » du Center for Management of Operation and Logistics de l'Université du Texas, à Austin. Ce titre lui est décerné pour la qualité et la notoriété de ses travaux de recherche dans le domaine des transports.

Adressez vos communiqués à :
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Denis LAVOIE

Privatisation de l'eau: bisbille à la FTQ

ANDRÉ NOËL

L'intérêt manifesté par le Fonds de solidarité de la FTQ à investir dans les services publics crée de fortes tensions au sein de la FTQ, surtout chez son principal affilié, le Syndicat canadien de la fonction publique, a appris *La Presse*.

Officiellement, les dirigeants du Fonds bannissent le mot « privatisation » de leur discours, comme le fait d'ailleurs le maire de Montréal, Pierre Bourque. Mais ils ont bel et bien discuté avec des firmes privées de la possibilité d'investir dans la gestion de services publics, notamment dans l'eau.

Au début du mois d'octobre, une réunion s'est tenue à ce sujet dans les locaux du Fonds, rue Crémazie à Montréal. Y participaient : Claude Blanchet, PDG du Fonds ; Jean Lapierre, président du syndicat des cols bleus de Montréal ; Georges Bazinet, président du syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal, et Gilles Charland, directeur général du SCFP-Québec, le plus gros syndicat de la FTQ avec 94 000 membres.

« Blanchet nous a dit : on est en train de regarder ça (des investissements dans l'eau potable), a relaté hier M. Bazinet, au cours d'un entretien avec *La Presse*. On lui a dit : mets-toi pas les doigts là-dedans. Embarque-toi pas dans quelque chose où tu auras des problèmes après. C'est nous, les syndicats de la base, qui avons monté le réseau d'adhésion au Fonds de solidarité. On peut le démonter très vite. »

Sous le couvert de l'anonymat, beaucoup d'autres militants syndicaux ont exprimé leur colère envers le Fonds de solidarité, qu'ils soupçonnent de collaborer avec des grandes entreprises pour privatiser des services publics.

Dès 1993, le Fonds a organisé un voyage en Europe, conjointement avec SNC-Lavalin, pour rencontrer les firmes privées qui gèrent l'eau, notamment la Lyonnaise des eaux. Des conseillers et des militants syndicaux, dont certains cols bleus, ont accepté l'invitation. L'un d'entre eux a écrit un rapport fortement négatif.

Malgré cela, la direction du Fonds a continué d'avoir des discussions informelles avec des entreprises intéressées par les services publics. Le débat s'est transposé au sein du SCFP, qui regroupe la plupart des membres de la FTQ dans le secteur public.

Le directeur général du SCFP, Gilles Charland, siège au conseil d'administration du Fonds. Au dernier congrès du SCFP, il a évoqué la possibilité que le Fonds investisse dans les services publics qui pourraient être privatisés. Sa suggestion n'a pas été très bien accueillie. Le SCFP s'est toujours prononcé contre toute privatisation.

Des frictions très fortes se sont développées entre la direction élue du SCFP et les cadres permanents. Pour des raisons inconnues dont rien n'indique qu'elles soient liées au débat sur le Fonds, deux permanents ont tabassé le président du SCFP, Claude Généreux, dans l'édifice de la FTQ l'année dernière.

Il a été impossible de parler à M. Généreux. M. Charland, lui, a parlé de débats normaux au sein d'un syndicat. « La place des employés permanents a été l'objet de discussions dans plusieurs syndicats, a-t-il dit. Rappelez-vous le conflit à la CSN. Mais c'est normal. Des gens ont intérêt à faire croire qu'il y a une crise au sein du SCFP. C'est faux. »

M. Charland a nié qu'il avait de nouveau évoqué l'intérêt du Fonds pour des scénarios de privatisation au cours d'un conseil général du SCFP à Montréal, il y a deux semaines. Des personnes présentes ont pourtant dit à *La Presse* qu'il en avait été question. M. Charland a alors mentionné qu'il avait reçu une lettre très critique d'un conseiller syndical à ce sujet.

« Le Fonds peut avoir, hypothétiquement, un intérêt financier à la rénovation des infrastructures municipales, a dit hier Jean-Yves Duthel, porte-parole du Fonds. Les gouvernements n'ont plus d'argent. Est-il possible d'entrevoir que l'entreprise privée puisse alors injecter de l'argent, tout en laissant le contrôle aux autorités élues ? Cela se fait déjà aux États-Unis (la Lyonnaise des eaux gère l'eau à Indianapolis). Dans un tel contexte, le Fonds serait intéressé. Avec l'accord des syndicats concernés. »

On suggère aux groupes de locataires de s'organiser rapidement

ANDRÉ NOËL

La privatisation de l'eau risque de coûter cher aux locataires et aux Montréalais les moins fortunés, a déclaré hier un porte-parole de la Coalition pour un débat public sur l'eau, Marie-Danielle Lapointe, en conférence de presse.

« Les locataires continueront de payer les mêmes loyers, mais recevront en plus un nouveau compte pour acquitter leur factures d'eau, a-t-elle dit. Or, 75 % des Montréalais sont locataires. L'eau leur est indispensable, pas pour arroser des pelouses qu'ils n'ont pas, mais pour boire, se laver, faire la cuisine. »

Mme Lapointe a distribué un document interne du ministère des Affaires municipales intitulé : « Proposition d'un modèle québécois de privatisation des services d'eaux ». Elle était accompagnée d'André Lavallée, chef du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM, principal parti d'opposition à l'hôtel de ville).

Le document, dont a fait état *La Presse* samedi, propose au gouvernement de faciliter et de coordonner la privatisation des services d'eau potable et d'eaux usées dans tout le Québec, en modifiant les lois et les règlements.

Ses auteurs signalent qu'il faudra bien gérer la perception de la population, car la privatisation entraînera une hausse inévitable des tarifs.

Discussions récentes

Dimanche, le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, a déclaré que le document, daté de février, était « désuet ». Dans les faits, il a discuté de privatisation de l'eau avec le maire de Montréal, Pierre Bourque, au cours d'une récente rencontre.

Des propositions faites dans le document sont déjà en voie de réalisation, comme l'analyse détaillée de l'état du réseau de l'aqueduc à Montréal, étape indispensable pour une éventuelle privatisation. C'est le gouvernement, et non plus M. Bourque, qui agit désormais comme maître d'oeuvre dans ce dossier.

Mme Lapointe, qui travaille au Comité régional intersyndical de Montréal, a suggéré aux groupes de locataires de se mobiliser pour exiger la tenue immédiate d'un débat sur l'eau. M. Lavallée a dit qu'il était anormal que toutes les tractations se fassent derrière des portes closes.

Le RCM n'a pas de position de principe contre la privatisation. M. Lavallée demande que tous les documents soient déposés, pour étudier les pour et les contre. Il n'est pas convaincu que le réseau d'aqueduc soit dans un état pitoyable, et que la Ville n'ait pas l'argent pour assurer un entretien normal.

L'autre parti d'opposition à l'hôtel de ville, la Coalition démocratique Montréal écologique, a une position plus tranchée. Un de ses membres, Marvin Rotrand, conseiller municipal, a rappelé que la Ville de Montréal avait eu de bonnes raisons, il y a une centaine d'années, pour exproprier les compagnies d'eau.

« Les pouvoirs publics ont un rôle essentiel à jouer pour assurer la répartition des richesses, et offrir à tous les services essentiels, a-t-il dit. La privatisation de l'eau serait discriminatoire pour les pauvres, les personnes âgées, les petits salariés, et contraire à l'esprit de la démocratie. La recherche de profits ne doit pas se faire dans l'eau, qui est à la source même de la vie. »

La ferme du Cap Saint-Jacques en péril

CLAUDE-V. MARSOLAIS

L'avenir de la ferme écologique du parc Cap-Saint-Jacques, administrée par un organisme voué à la réinsertion sociale des jeunes en difficulté, la corporation D-Trois-Pierres, est en péril depuis que la Communauté urbaine de Montréal s'est donné comme objectif de faire en sorte que les activités à caractère éducatif et récréatif s'autofinancent à moyen terme.

C'est que la CUM souhaite que les organismes à qui elle a confié les activités éducatives et récréatives subventionnées de ses six parcs développent de nouveaux services en investissant de l'argent, lui permettant ainsi de se désengager à plus ou moins long terme.

En ce qui concerne la ferme écologique du parc Cap-Saint-Jacques, la CUM a versé cette année à la corporation D-Trois-Pierres une subvention de 80 000 $ et des contrats de service (déneigement et opération des casse-croûte) d'une valeur de 64 000 $.

D'après le directeur de l'organisme, André Trudelle, la CUM insiste pour que la corporation D-Trois-Pierres investisse dans la « mise aux normes » de la maison Brunet, un bâtiment historique datant de 1837, et qu'elle lui donne une vocation publique lui procurant des revenus.

« Il en coûterait 500 000 $ pour rénover cette maison de 18 pièces dont le rez-de-chaussée pourrait être transformé en salles de réception. Vous comprendrez que pour un organisme à mission sociale comme le nôtre, fondé par les Soeurs Sainte-Croix, il n'est pas facile de trouver une telle somme auprès des institutions financières », confie son directeur.

La corporation a déjà investi 226 000 $ depuis 10 ans dans le cheptel et les équipements de ferme ainsi que dans l'achat d'un évaporateur et de chaudières pour la cabane à sucre.

Le gestionnaire des parcs de la CUM, Jacques-Errol Guérin, a entrepris des discussions avec l'organisme depuis plusieurs mois. « Nous nous sommes fixés quelques semaines de plus pour en arriver à une solution. Si la corporation D-Trois-Pierres ne peut trouver du financement, nous allons procéder par appel de propositions afin de développer la ferme et la maison Brunet. »

La corporation vient en aide à une vingtaine de jeunes en difficulté chaque année.

Elle a huit employés à plein temps et le plus haut salarié gagne 21 500 $ par année. Son budget de 850 000 $ lui vient en partie des gouvernements supérieurs par les programmes d'employabilité et de réinsertion sociale, des services rendus à la CUM, de la vente des produits de la ferme, de dons de particuliers et d'une subvention de la congrégation des Soeurs Sainte-Croix.

Le gestionnaire des parcs à la CUM a indiqué que les ententes avec d'autres organismes qui gèrent les activités éducatives et récréatives dans les autres parcs tels Pointe-aux-Prairies et Bois-de-Liesse seront également révisées pour tenir compte de la nouvelle politique. Des neuf parcs sous son autorité, trois sont encore sous le coup du moratoire de 1992 gelant toute immobilisation.

Il s'agit du Bois de Saraguay, du Bois d'Anjou et du Parc agricole.

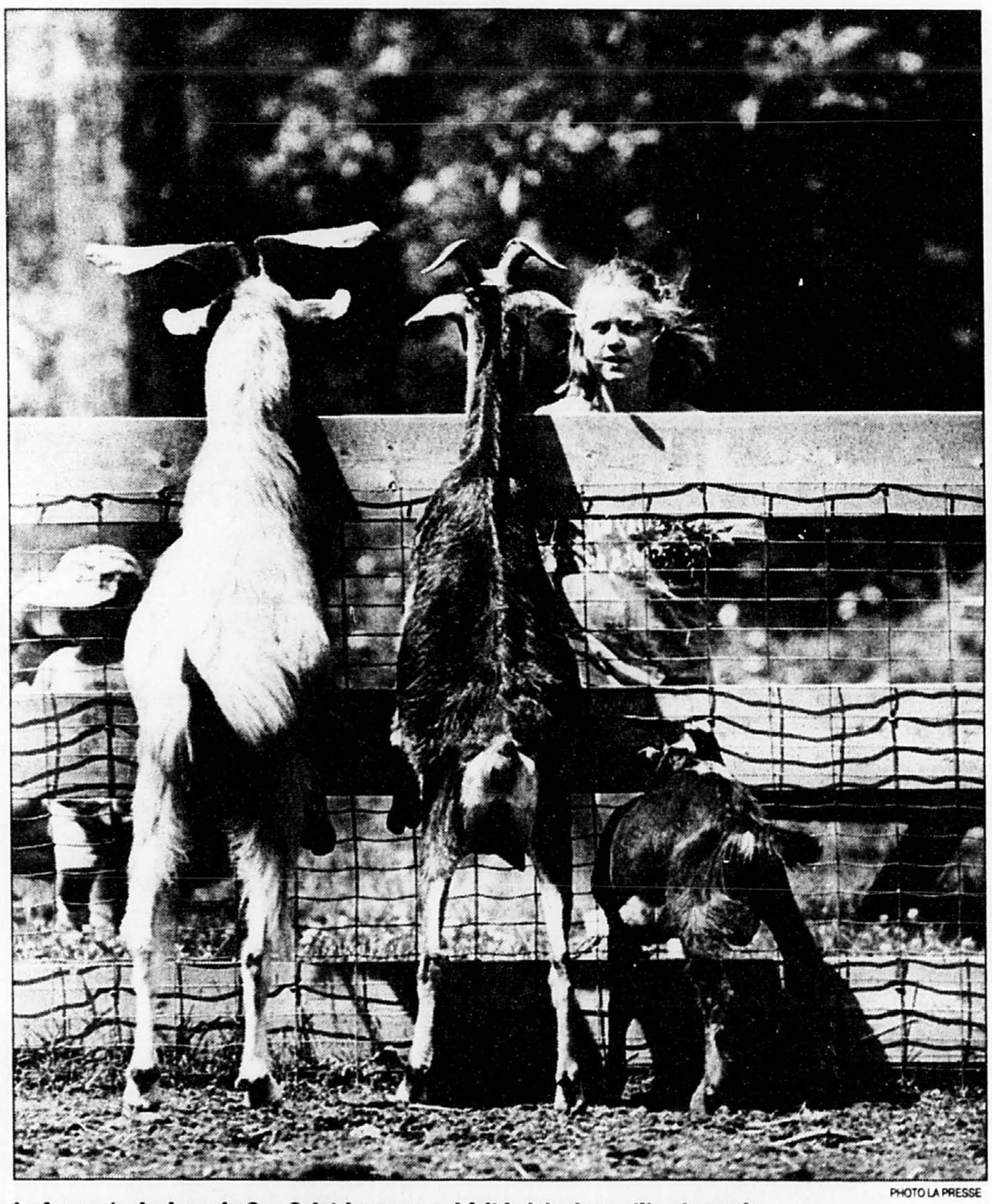


PHOTO LA PRESSE

La ferme écologique du Cap Saint-Jacques, qui fait la joie des petits et grands.

1 2 3 novembre 96

Du vrai ski hors piste...!

Skican
Des Forfaits de Ski de Qualité
Présente

Entrée 5 $ remboursable avec tout achat à la super vente d'André Lalonde

Le Salon National du Ski et Snowboard de Montréal

Entrée gratuite pour enfant de 10 ans et moins accompagné d'un parent

1 novembre • 12 h à 21 h
2 et 3 novembre • 10 h à 18 h

ARÉNA MAURICE RICHARD
(MÉTRO VIAU)

À GAGNER
Un voyage pour 2 personnes, hébergement et billets de ski à Whistler Blackcomb via Air Canada

Une invitation de :

ckmf 94.3 énergie · La Presse · Bell Mobilité · GESCO Conseillers en gestion d'expositions et congrès inc. · APEQ Association des professionnels en exposition du Québec

Venez profiter de la super vente de skis et snowboards d'André Lalonde sur place

André Lalonde Sports

PHOTO REUTER

Des équipes des unités d'urgence de l'armée et de la police, aidées de chiens renifleurs, continuaient hier soir à passer au peigne fin les débris de l'immeuble.

L'immeuble effondré au Caire : le propriétaire placé en détention

Agence France-Presse
LE CAIRE

Le propriétaire d'un immeuble qui s'est effondré dimanche au Caire faisant au moins 15 morts a été placé hier en détention préventive pour quatre jours sur décision du parquet général, a-t-on appris de source judiciaire.

L'homme d'affaires Raouf Wissa est accusé d'« infraction à la loi, d'extrême négligence et de meurtre non prémédité », a-t-on précisé.

L'effondrement de l'immeuble de 12 étages situé dans la banlieue chic d'Héliopolis, dans le nord du Caire, a fait au moins 15 morts, 19 blessés et des dizaines de disparus, selon des sources policières.

Le gouverneur du Caire, Omar Abdel Akher, cité hier par la télévision égyptienne, a affirmé que l'immeuble avait été construit en 1968 et que son propriétaire avait bâti en 1976 cinq étages supplémentaires sans autorisation.

Deux ingénieurs, M. Ahmad Mahmoud Ryad et Achraf al-Boukhari, ont été également placés en détention préventive durant quatre jours pour les mêmes raisons.

Ces deux ingénieurs avaient procédé à un réaménagement du siège d'un établissement bancaire qui se trouvait au rez-de-chaussée de l'immeuble et ont détruit des murs et des piliers lors des travaux.

Un ingénieur de la Défense civile, M. Maher al-Moghazi, a déclaré à l'AFP que « ces travaux auraient provoqué l'effondrement de l'un des piliers de soutènement de l'immeuble ». Mais il a exclu que la construction sans autorisation d'étages additionnels puisse être la cause directe de l'effondrement du bâtiment.

Les secouristes poursuivaient hier soir la recherche d'éventuels survivants sous les amas de béton. Deux gros bulldozers s'activaient à dégager les blocs de béton et les ferrailles enchevêtrées déjà inspectés par les équipes de secours afin de tenter d'atteindre le niveau inférieur des décombres où pourraient se trouver coincées des victimes.

Parallèlement, des équipes des unités d'urgence de l'armée et de la police, aidées de chiens renifleurs, continuaient à passer au peigne fin les débris de l'immeuble.

Une source policière avait évalué dans la journée à environ 70 le nombre de personnes encore disparues. Un ingénieur de la Défense civile, Maher al-Moghazi, a estimé pour sa part qu'« une centaine de personnes pourraient encore se trouver dans l'immeuble ». Le nombre exact des personnes présentes lors du drame n'était toujours pas connu.

Selon un responsable de la défense civile cité par l'agence égyptienne MENA, les recherches « prendront encore deux jours à raison de travaux permanents 24 heures sur 24 ».

M. Moghazi a estimé que l'effondrement « pourrait être dû au démantèlement de murs et de piliers lors de travaux qui se déroulaient au rez-de-chaussée » ou étaient situés un établissement bancaire et un centre médical.

« Ces travaux auraient provoqué l'explosion d'un des piliers de soutènement de l'immeuble », a-t-il ajouté, excluant que la construction sans autorisation d'étages additionnels soit la cause du sinistre car « la base de l'immeuble pouvait supporter trois fois son poids ».

Le chef du corps du génie civil des forces armées égyptiennes, le général Mokbel Chafei, a également estimé que l'accident « pourrait être dû à l'élimination de piliers de béton », rappelant que l'immeuble avait résisté aux tremblements de terre depuis 1992.

Les secouristes s'attendent à retrouver des personnes « peut être encore vivantes » dans la partie non écroulée de l'immeuble, restée en suspens au dessus des décombres. « Mais nous ne pouvons nous y attaquer avant d'avoir fini de déblayer les gravats, ce qui pourrait être fait demain, car il y a des risques d'écroulement », selon M. Moghazi.

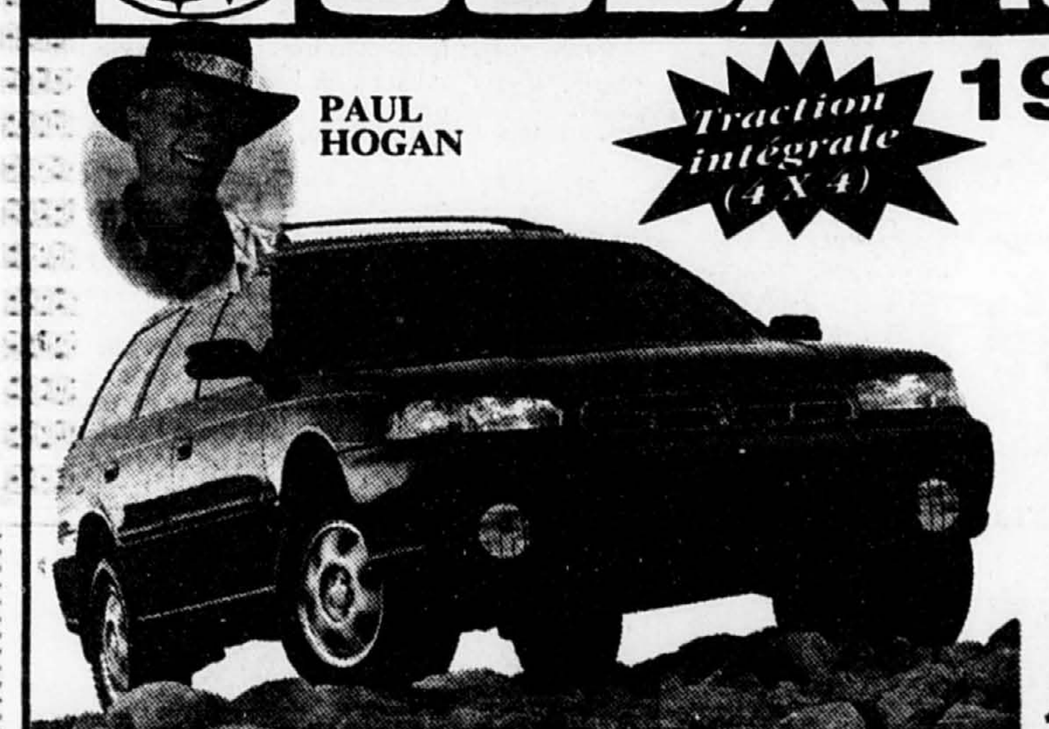
Les familles et les voisins des habitants de l'immeuble continuaient à se presser, anxieux, devant l'énorme chantier. La police tentait de les aiguiller vers le commissariat d'Héliopolis pour obtenir des nouvelles de leurs proches.

Dans l'après-midi, en voyant les bulldozers entrer en action, les familles s'en étaient brièvement pris aux secouristes en leur lançant des pierres et en les insultant, car elles craignaient que les recherches n'aient pas été suffisantes auparavant dans les décombres et que d'éventuels survivants soient déchiquetés.

Les autorités ont formé un comité de cinq experts pour étudier les raisons de l'accident et inspecter les bâtiments voisins. Le gouvernement a également annoncé qu'il allait accorder des indemnités aux victimes.

Le Japon a affrété un avion spécial, transportant du matériel de secours et des sondes pour détecter la présence d'éventuels survivants, qui doit arriver aujourd'hui au Caire, selon des sources policières.

SUBARU OUTBACK



PAUL HOGAN

Traction intégrale (4 X 4)

1997 399*$ PAR MOIS

Équipement complet

- Transmission automatique — Roues en alliage
- Traction intégrale (4X4) — Régulateur de vitesse
- Freins ABS à 4 circuits — Banquette arrière rabattable, divisée 60/40
- Climatiseur — Lève-glace et verrouillage à commande électrique
- Coussins gonflables — Chaine stéréo AM/FM, lecteur de cassettes, 6 haut- parleurs
- Porte-bagages — Sièges et miroirs chauffants.
- Moteur 2.5 litres 165 c.v. — Appuie-tête arrière

M24345871

* Les mensualités de 399 $ s'appliquent à la Subaru Outback 1997 en vertu d'un contrat de locatoin de 36 mois, moyennant un versement initial de 1 400 $ ou échange équivalent. Taxes, transport et préparation en sus. Allocation de 20 000 km par année, sujet à l'approbation de crédit.

SUBARU AUTO CENTRE Montreal (514) 937-4235
AUTOMOBILE LAVIGNE Ste-Anne-de-Bellevue (514) 457-5327
JOLIETTE SUBARU Joliette (514) 755-1055
SUBARU REPENTIGNY Repentigny (514) 585-9950
LACHUTE SUBARU Brownsburg (514) 562-0262
SUBARU STE-AGATHE- Ste-Anne-des-Monts (819) 326-1600
SUBARU LONGUEUIL Longueuil (514) 677-6361
CARREFOUR SUBARU *UTO Ste-Rose, Laval (514) 625-1114
CARON SUBARU Valleyfield (514) 371-8511
SUBARU ST-JEROME St-Jerome (514) 438-7494
Montreal (514) 437-5186
SUBARU ST-HYACINTHE St-Hyacinthe (514) 773-5262
ST-JEAN SUBARU St-Jean (514) 347-6555
A.D.M. Automobile SUBARU DE LAVAL (514) 668-6041
CONCEPT AUTOMOBILES Granby (514) 372-2007
JOHN SCOTTI SUBARU 4330, Jarry Est, St-Leonard (514) 725-9394

SUBARU L'atTraction intégrale

loto-québec résultats

Banco — Tirage du 96-10-28

5	10	11	14	16
23	26	30	35	38
41	43	45	46	53
54	59	64	66	70

Québécois — Tirage du 96-10-28

3	4
472	2139

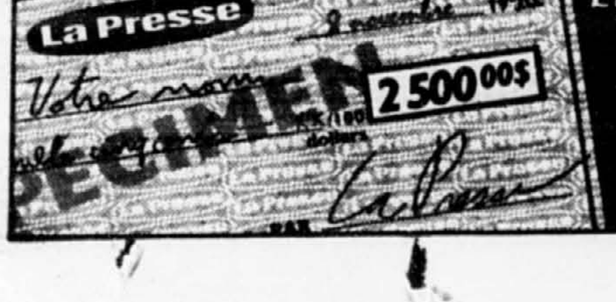
Extra — Tirage du 96-10-28 — NUMÉRO: 631355

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de discordance entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ENVOYEZ DON
UNE PREUVE D'AMOUR AUX ENFANTS HANDICAPÉS

TIMBRES DE PÂQUES
1 800 263-1969



La grande entrée d'automne de La Presse
C'est 15 000 $ en

Jusqu'au 22 novembre 1996 *La Presse* fera tirer six (6) lots de 2 500 $ parmi tous ses abonnés(es).

Soyez du nombre !

Le premier tirage aura lieu le vendredi 8 novembre 1996.

La Presse publiera le nom du gagnant ou de la gagnante du premier lot de 2 500 $ le samedi 9 novembre prochain.

Pour gagner il suffit d'être abonné(e) à *La Presse*.

Règlements du concours disponibles à *La Presse*.

Pour tout renseignement supplémentaire composez :
Montréal : 285-6911
Extérieur de Montréal (sans frais) :
Indicatif (514) : 1 800 361-8202
Indicatifs (418) - (613) - (819) : 1 800 361-7453

Risque d'infarctus selon les molécules de cholestérol

La 49e assemblée annuelle de la Société cardio-vasculaire canadienne se déroule à Montréal

LILIANNE LACROIX

Les médecins nord-américains traitant les maladies coronariennes limitent leur champ de vision et leurs possibilités d'aider leurs patients cardiaques souffrant d'athérosclérose en accordant toute l'importance à la quantité de cholestérol au détriment d'autres facteurs tout aussi déterminants.

Selon le professeur James Shepherd, de l'Institut de biochimie de l'Infirmerie royale de Glasgow, la présence en grande quantité d'une autre sorte de lipides, les triglycérides, entraine la formation de particules de cholestérol plus petites et plus denses (LDL) associées à un risque trois fois plus grand d'infarctus du myocarde. Ainsi, non seulement la quantité, mais encore plus la qualité des molécules de cholestérol influera sur leur rôle dans l'organisme.

De nombreuses recherches, dont le Stanford Five-City Project, ont conclu que, parmi tous les facteurs de risque physiologiques, la taille des particules LDL, constituait le facteur le plus important de l'état de la maladie coronarienne.

En compagnie d'autres spécialistes canadiens, américains et européens, le professeur Shepherd participera, à compter d'aujourd'hui au Palais des congrès, à la 49e assemblée annuelle de la Société cardio-vasculaire canadienne qui se déroulera jusqu'à samedi.

Une nouvelle étude, portant sur quelque 8000 personnes, se déroulera d'autre part sur une période de cinq ans. L'étude Field vise à établir comment l'utilisation du fénofibrate micronisé influence l'incidence des maladies cardio-vasculaires dans un groupe qui, jusqu'ici, n'avait pas fait l'objet d'une étude de mortalité et qui est particulièrement à risque : les diabétiques et les femmes. Disponible au Canada depuis avril 95, le fénofibrate micronisé est la seule substance qui s'est montrée capable d'abaisser le taux de cholestérol de petite densité tout en entrainant un grossissement et un allégement des molécules, transformant donc le « mauvais cholestérol » en « bon cholestérol ». Utilisés sur une très grande échelle en Europe, les fibrates le sont beaucoup moins ici en Amérique du Nord où les statines, agissant d'abord et avant tout sur la quantité de cholestérol, occupent le haut du pavé.

Directeur des soins intensifs à l'Institut de cardiologie, le docteur Jean Rouleau, offre toutefois un éclairage un peu différent. Selon lui, c'est avant tout chez les diabétiques (et encore pas la majorité d'entre eux) qu'on rencontre des taux élevés de triglycérides avec un taux de cholestérol relativement bas. C'est donc pour cette population que le médicament pourrait être particulièrement utile : « Pour les diabétiques dont le taux de triglycérides est élevé, il est très difficile de trouver une thérapie. C'est un problème réel, difficile à régler avec les statines. C'est donc avec grand intérêt que nous allons surveiller les résultats de l'étude. Mais il faut avouer que cela ne concerne pas la population en général qui souffre de maladies coronariennes, loin de là... »

2 DES FAÇONS LES PLUS ÉCONOMIQUES D'ACHETER UN MATELAS DE PREMIÈRE QUALITÉ

SIMMONS Sealy

OPTION N°1
Payez LE PLUS BAS PRIX GARANTI pour la gamme complète de matelas Sealy et Simmons... ET NOUS PAIERONS LA TPS ET LA TVQ !

OPTION N°2
NE PAYEZ RIEN AVANT UN AN.
Choisissez celui qui vous convient MAINTENANT.
• AUCUN PAIEMENT MENSUEL
• AUCUN INTÉRÊT
• AUCUN DÉPÔT

PLUS...

DES OFFRES AVANTAGEUSES

LIVRAISON GRATUITE

ESSAI GRATUIT de 30 nuits

CADRE DE LIT GRATUIT à l'achat d'un ensemble Sealy ou Simmons !

Choisissez parmi PLUS DE 100 MODÈLES ET FORMATS

PLUS DE 100 STYLES	Charmeur de Sealy	Beautysleep Evasion de Simmons	Posturepedic de Sealy	Beautyrest de Simmons
SIMPLE	119$ ens. 229$	199$ ens. 329$	349$ ens. 499$	399$ ens. 649$
DOUBLE	139$ ens. 269$	249$ ens. 399$	419$ ens. 599$	499$ ens. 799$
GRAND	169$ ens. 329$	279$ ens. 449$	489$ ens. 699$	569$ ens. 899$
TRÈS GRAND	LITS EN LAITON ET EN FER Plus de 1 000 modèles et styles à des prix imbattables!		749$ ens. 999$	699$ ens. 1099$

MATELAS PAYEZ ET EMPORTEZ À COMPTER DE 36.95 $

NOUS AVONS LA GAMME COMPLÈTE DE SEALY ET DE SIMMONS

SIMMONS Beautyrest
Tout nouveau profil avec ressorts indépendants pour un confort et un support ultimes.

Sealy Posturepedic
• Le Edgeguard intensifie pour 30 % plus de surface de sommeil.
• La base Steelspan exclusive assure une durabilité maximale
• Les ressorts exclusifs du Posturactin vous offrent le meilleur support possible.

POLITIQUE de PRIX Garantie SANS CONDITIONS
CHAQUE JOUR / L'ANNÉE LONGUE
Nous sommes convaincus que nos prix sont les plus bas ! Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10% !

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST
Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!

Centre Rockland 341-7810
Les Promenades de la Cathédrale 282-9525
Les Galeries Laval 681-9090
Place Portobello, Brossard 671-2202

OSM ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL CHARLES DUTOIT

Place des Arts

Abonnez-vous et regardez, c'est peut-être vous !

La Presse vous offre une paire de billets pour le concert de Noël de l'Orchestre symphonique de Montréal à la Place des Arts. Ce concert sera dirigé par Jacques Lacombe.

Abonnez-vous et vous pourriez être aussi parmi les chanceux du jour.

La Presse 285-6911

Jusqu'au 2 novembre, nous publierons quotidiennement les noms de 15 gagnants abonnés à *La Presse* qui mériteront automatiquement ce très beau prix. La valeur totale des prix offerts est de 2 400 $.

Les règlements du concours sont disponibles à *La Presse*. Les gagnants devront répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter leur prix. Prévoir un délai de trois semaines pour la réception

Voici les chanceux d'aujourd'hui :

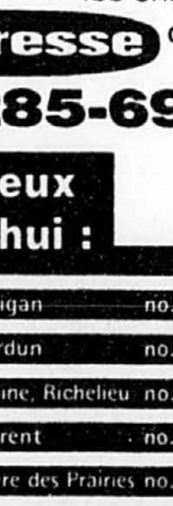
M. Lemay de Shawinigan	no.201531L00
M. Desrochers de Verdun	no.210170D06
M. Simard de St-Antoine, Richelieu	no.210204S02
Mme Hely de St-Laurent	no.210583H05
M. Desrochers de Riviere des Prairies	no.210604D19
M. Lauzon de Ste-Rose	no.210871L14
M. Delsame de Montréal	no.210909D03
M. Stafford de Laval des Rapides	no.213810S01
M. Frechette de Montréal	no.218656F00
Mme Maffei de Montréal	no.219365M02
Mme Gelinas de Greenfield Park	no.224314G00
Mme Dubé de Montréal	no.229710D01
M. Lachance de St-Jean-sur-Richelieu	no.260640L00
M. Peloquin de Sorel	no.284806P03
Mme Poirer de St-Hyacinthe	no.288260P01

LES LOISIRS AMIGO^MC VOUS OFFRE
100 MINUTES D'APPELS GRATUITS

Appels interurbains, service de déplacement et taxes applicables en sus. Frais d'accès au système, entente à période fixe et frais de résiliation anticipée exigibles. Le forfait Les loisirs Amigo^MC comprend 100 minutes par mois d'appels locaux en soirée et les appels locaux le week-end sans frais supplémentaires. Détails dans les magasins participants.

Flip DPC 550 de Motorola 99$

Nokia 232 149$ (Prix de détail suggéré : 399$)



Le nouveau forfait *Les loisirs Amigo*^MC : seulement 29,95 $ par mois avec 100 minutes d'appels locaux gratuits en soirée par mois et un nombre d'appels locaux illimités gratuits le week-end. Composez le **1 800 681-2468** pour découvrir comment vous pouvez parler plus pour moins avec Cantel.

PARLEZ PLUS POUR MOINS

CANTEL®

Investissez-vous votre argent n'importe comment?

Les conseillers du Groupe Investors vous offrent des solutions financières sur mesure qui répondent à vos besoins.

Une gestion qui peut vous mener loin.
En travaillant avec votre conseiller financier ou conseillère financière du Groupe Investors, vous pourrez gérer plus efficacement vos investissements afin d'atteindre vos objectifs financiers. Après avoir étudié votre situation, il vous proposera différentes solutions allant d'un simple portefeuille à une stratégie complexe et plus variée. Vous pourrez prendre le temps qu'il faut pour savoir comment faire fructifier votre argent. Puis, votre conseiller financier verra à ce que vos investissements soient toujours des plus profitables.

Des produits et des services sur mesure.
Votre conseiller financier du Groupe Investors sait qu'une saine planification financière repose sur des éléments définis qui répondent à des besoins bien spécifiques. Que ce soit dans le cadre de la croissance de votre capital par le biais de fonds mutuels, d'une stratégie fiscale ou en prévision de votre retraite comprenant différents types de REER ou de FEER, d'un financement résidentiel ou d'une protection contre la perte de revenus en cas de décès ou d'incapacité, il vous guidera vers les outils les plus performants afin de bâtir solidement votre planification financière.

Consultez l'un de nos conseillers financiers, vous verrez comment des investissements bien orchestrés peuvent rapporter.

Groupe Investors

POUR *prendre* DEMAIN *en mains.*

Pour plus de renseignements, téléphonez à l'un de nos bureaux Les Services Investors Ltée ou au 1 888 746-6344.
Visitez notre site Internet à l'adresse suivante : www.investorsgroup.com.

ANJOU
(514) 493-1669
LAVAL
(514) 973-2333
MONTRÉAL DÉCARIE
(514) 733-1796
MONTRÉAL ÎLE-DES-SŒURS
(514) 766-7736
MONTRÉAL WESTMOUNT
(514) 935-3520
MONTRÉAL WEST ISLAND
(514) 426-0886
RIVE-SUD BROSSARD
(514) 443-6496
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
(819) 825-8533
BEAUCE-AMIANTE
(418) 227-8631
QUÉBEC
(418) 649-1143
MAURICIE
(819) 378-2371
SAINTE-FOY
(418) 654-1411
SAGUENAY
(418) 696-1331
SHERBROOKE
(819) 566-0666
GATINEAU-HULL
(819) 243-6497

Aveu de culpabilité du meurtrier Sylvain Brazeau

YVES BOISVERT

Le jour où devait commencer son procès pour le meurtre de Lyanne Breau, Sylvain Brazeau s'est avoué coupable, hier, au palais de justice de Montréal.

Brazeau, 32 ans, s'est reconnu coupable de meurtre au second degré (non prémédité) devant la juge Claire Barrette-Joncas, de la Cour supérieure. Il sera condamné à l'emprisonnement à vie et la juge devra fixer entre 10 et 25 ans la période d'inadmissibilité à une libération conditionnelle.

Mlle Breau, une Acadienne de 25 ans originaire de Moncton, travaillait comme secrétaire au Square Westmount. Elle était partie travailler le 19 décembre 1995 mais ne s'était jamais rendue. Portée disparue le jour même, ce n'est qu'une semaine plus tard qu'on devait découvrir son corps caché dans une cage d'escalier du square.

L'enquête avait permis aux policiers du SPCUM de trouver des bandes vidéos qui montraient Brazeau marchant dans le hall du square. On le voyait passer avec divers objets qui ont servi à envelopper sa victime.

Se sachant la cible de l'enquête, Brazeau, un électricien du square, s'était rendu à la police. On ne s'explique pas encore ce qui a poussé ce père de deux enfants, jusque-là sans histoire, à cet assassinat.

Brazeau avait apparemment choisi sa victime au hasard parmi les femmes fréquentant ce complexe immobilier et commercial. Mlle Breau avait été interceptée par son agresseur avant de se rendre au bureau. Brazeau fumait une cigarette près de la cage d'escalier et a invité la jeune femme à l'accompagner. Elle a refusé : elle devait se rendre au travail. Brazeau lui a offert un café et a insisté, sans succès.

Selon la version du meurtrier, donnée aux policiers (mais contredite par son aveu d'hier), Mlle Breau serait tombée en se débattant. L'autopsie démontre que la victime est morte asphyxiée.

Par ailleurs, plusieurs indices laissent croire que l'histoire est plus sordide que ne voulait l'admettre Brazeau. Mlle Breau a probablement été agressée sexuellement. Elle était à moitié nue quand elle a été retrouvée et son soutien-gorge était remonté. Brazeau avait mis un sac sur la tête de sa victime. La thèse de l'accident semblait peu crédible dans les circonstances.

Le ministère public (Me France Charbonneau) a accusé Brazeau de meurtre au 1er degré (commis à l'occasion d'une agression sexuelle et une séquestration) mais a accepté le plaidoyer de culpabilité à une accusation moindre hier. La preuve « hors de tout doute raisonnable » de l'agression sexuelle demeurait problématique, apparemment, car l'autopsie, pratiquée une semaine après la mort, ne pouvait être concluante à ce sujet.

Les avocats plaideront le 15 novembre pour déterminer combien d'années devra purger le meurtrier avant d'avoir le droit de demander une libération conditionnelle.

Top Gun : les pilotes canadiens triomphent

Associated Press
TYNDALL AIR FORCE BASE, Floride

La seule équipe canadienne à participer à la compétition biennale Top Gun pour les pilotes de chasse des deux pays a battu les six contingents représentant l'Armée de l'air américaine.

« Tout le monde est ravi ici », a lancé la capitaine Yvonne Cooper, un officier des affaires publiques des Forces canadiennes, au cours d'une interview téléphonique depuis la base de Cold Lake, en Alberta.

C'est la première fois qu'une équipe canadienne sort gagnante du William Tell Air-to-Air Weapons Meet depuis 1954, date à laquelle on a commencé à tenir cette rencontre qui porte le nom du légendaire archer suisse. La compétition s'est déroulée de mercredi à samedi dernier à la base de Tyndall, en Floride.

Le Sommet économique plein écran !

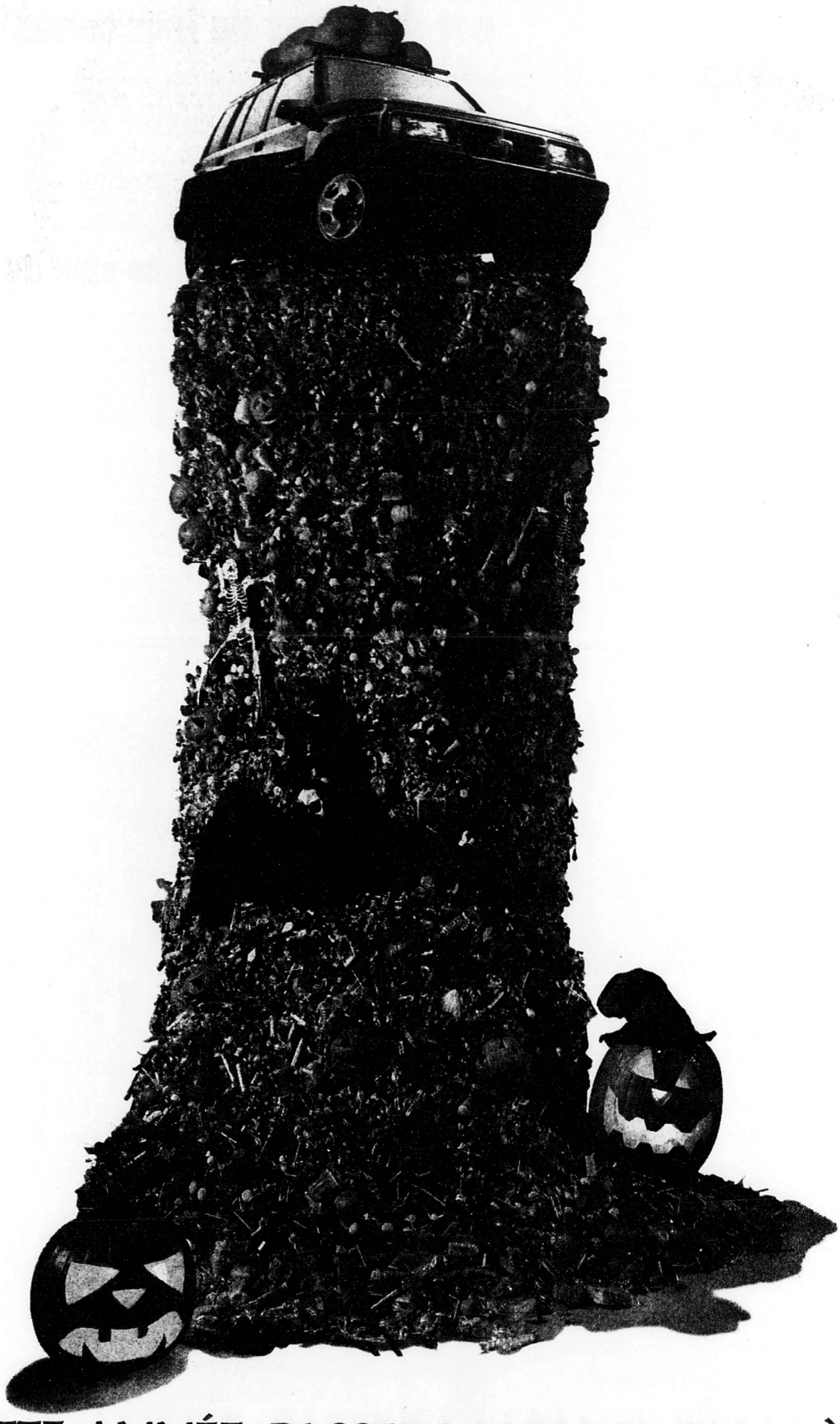
Une analyse solide des enjeux.

Québec plein écran
avec Anne-Marie Dussault

19h

À ne pas manquer à 20h, en direct, le discours d'ouverture du premier ministre Lucien Bouchard.

Télé-Québec
VOYEZ LOIN



CETTE ANNÉE, PASSEZ L'HALLOWEEN LÀ OÙ PERSONNE N'A JAMAIS OSÉ ALLER.

Le nouveau Tracker 4 portes. Il arrive juste à temps pour l'Halloween, avec ses quatre roues motrices et son prix qui ne vous fera pas dresser les cheveux sur la tête. Aucun obstacle ne pourra vous empêcher de piller le Québec, de la Gaspésie à l'Abitibi, assisté par votre équipage de fantômes, sorcières, Superman, Cendrillon, cow-boys ou pirates.

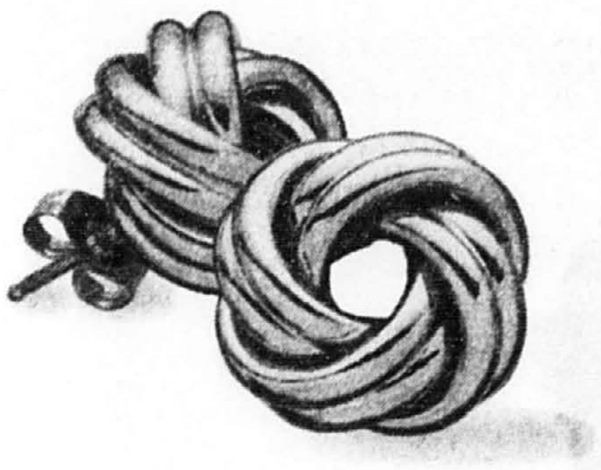
18 995 $*

TRACKER 4 PORTES
GEO
JE VEUX MA LIBERTÉ!

Pour plus d'information, composez sans frais le 1 800 463-7483.

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1997 en stock. Porte-bagages sur le toit non disponible. Photo à titre indicatif seulement. Taxes et transport en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL℠ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ††Programme pour diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

GM · GARANTIE TOTAL · Assistance ROUTIÈRE · 750



Vous n'en croirez pas vos oreilles!

Ces magnifiques boucles d'oreilles en or 14 carats vous sont offertes à des prix vraiment avantageux. Petites **100 $** (Reg. 135$) moyennes **159 $** (Reg. 195 $) grandes **225 $** (Reg. 275 $)

BIRKS
JOAILLIERS DEPUIS 1879

1240, SQUARE PHILLIPS 397-2511 • FAIRVIEW POINTE-CLAIRE • CENTRE ROCKLAND CARREFOUR LAVAL • MAIL CHAMPLAIN • PROMENADES ST-BRUNO

Les gays sont surtout agressés par des gens de leur communauté

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Trois cents soixante-dix-sept gays et lesbiennes ont été agressés au cours des 365 derniers jours. Ce nombre de victimes a abasourdi le Comité sur la violence de la Table de concertation des lesbiennes et des gais du Grand Montréal, qui pilote depuis un an le projet « Dire enfin la violence ».

« Alors que nous pensions que les gays étaient attaqués par des homophobes, nous avons réalisé que les deux tiers de leurs plaintes étaient liées à des agressions *relationnelles* », précise Roger Le Clerc, porte-parole du comité.

Ainsi, seulement 121 des 377 victimes ont eu maille à partir avec un inconnu, 10 avec un collègue de travail et 246 avec un proche (comme un conjoint, un amant, un ami ou un « ex »). Près de la moitié des victimes ont été battues chez elles, alors qu'un peu plus du quart ont été traquées dans la rue ou dans un parc.

Le Comité sur la violence a donc déniché une dizaine de « familles d'accueil » — des couples de gays ou de lesbiennes — pour héberger les plaignants. Il compte aussi ouvrir ce printemps une maison où les jeunes prostitués gays pourront recevoir leurs clients en toute sécurité.

Poste de pompiers fermé pour des travaux

PIERRE BELLEMARE

Le poste de pompiers numéro 4, situé au 5260, Van Horne, à Côte-des-Neiges, sera fermé temporairement jusqu'à la fin décembre pour rénovation.

Le personnel et les deux camions qui y sont affectés seront relocalisés dans les postes voisins, les numéros 27 et 34. Les travaux majeurs effectués permettront d'agrandir les deux portes de garage pour laisser un espace suffisant aux nouveaux véhicules de plus grande taille.

Les rénovations touchent également les travaux de plâtrage et de peinture ainsi que le changement de la fenestration de l'ensemble du poste.

Rappelons que l'an dernier, le poste a dû être fermé pendant une fin de semaine, le temps de trouver une solution temporaire pour empêcher le froid d'y pénétrer.

Le Service de la prévention des incendies a d'abord envisagé d'installer des abris à coté du poste pour les pompiers et les camions. Toutefois, l'espace s'est révélé insuffisant. Il a alors été convenu, avec le personnel, de relocaliser les deux véhicules.

Le syndicat des pompiers présente une autre version, disant que les pompiers ont proposé de demeurer dans des roulottes garées à proximité du poste pendant les travaux, mais que la direction du service, par la voix de son directeur, Alain Michaud, a refusé.

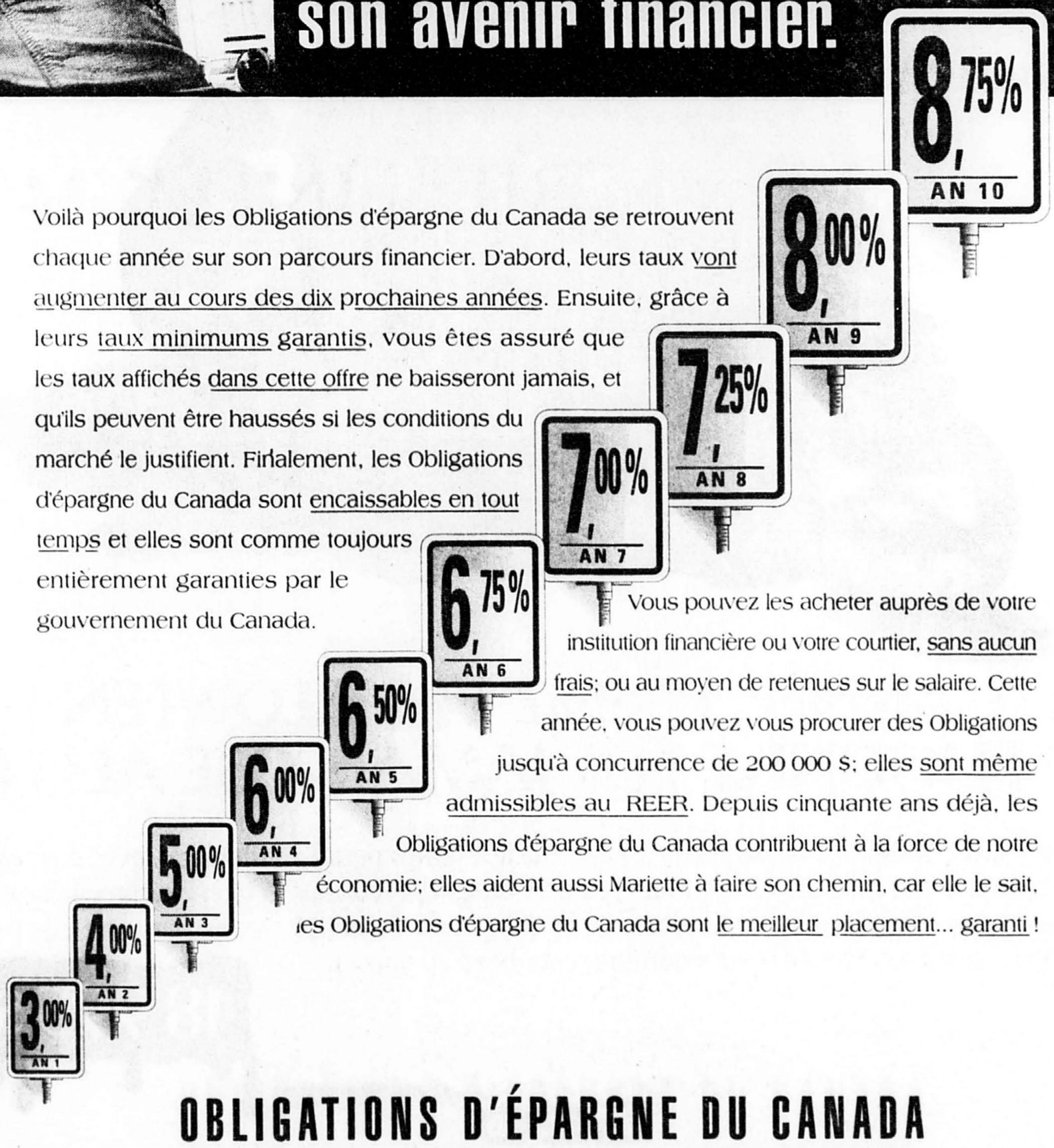
Pourtant, cela s'est déjà produit, en 1990, lors de travaux exécutés aux postes 15 et 23. Au poste 46, les pompiers étaient demeurés sur place, malgré les travaux, parce qu'on avait déterminé que leur absence compromettrait sérieusement la sécurité des citoyens.

Gaston Fauvel, président de l'Association des pompiers de Montréal, dénonce cette décision qui, selon lui, s'inscrit dans la foulée des compressions.

« Le maire Pierre Bourque a déjà laissé entendre qu'il voulait réduire nos effectifs de 260 pompiers, sur les 1662 que nous sommes actuellement », signale cependant Pierre Bouchard, autre porte-parole des pompiers.

« Au-delà des considérations purement syndicales, il faut comprendre que la sécurité des citoyens risque d'être compromise par ces coupures progressives. D'autant plus qu'une étude du quartier général a révélé récemment que le nombre de 1662 pompiers à Montréal constitue un minimum vital », a conclu M. Bouchard.

Mariette aime l'aventure... sauf quand il est question de son avenir financier.



Voilà pourquoi les Obligations d'épargne du Canada se retrouvent chaque année sur son parcours financier. D'abord, leurs taux vont augmenter au cours des dix prochaines années. Ensuite, grâce à leurs taux minimums garantis, vous êtes assuré que les taux affichés dans cette offre ne baisseront jamais, et qu'ils peuvent être haussés si les conditions du marché le justifient. Finalement, les Obligations d'épargne du Canada sont encaissables en tout temps et elles sont comme toujours entièrement garanties par le gouvernement du Canada.

Vous pouvez les acheter auprès de votre institution financière ou votre courtier, sans aucun frais; ou au moyen de retenues sur le salaire. Cette année, vous pouvez vous procurer des Obligations jusqu'à concurrence de 200 000 $; elles sont même admissibles au REER. Depuis cinquante ans déjà, les Obligations d'épargne du Canada contribuent à la force de notre économie; elles aident aussi Mariette à faire son chemin, car elle le sait, les Obligations d'épargne du Canada sont le meilleur placement... garanti !

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

En vente jusqu'au 1er novembre. Composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site web: www.csb-oec.ca

Canada

Le MNQ et la SSJBM partent en tournée sur la langue

GEORGES LAMON

Face au refus du gouvernement Bouchard de donner suite à son engagement de faire du français la seule langue officielle du Québec, le Mouvement national des Québécois (MNQ) et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) reprennent leur bâton de pèlerin.

Pendant un mois, la présidente du MNQ, Monique Vézina, et son homologue de la SSJBM, François Lemieux, sillonneront les 12 régions du Québec, en compagnie des présidents régionaux des mouvements, pour aller porter leur message : un appel urgent à la mobilisation sur le front linguistique au Québec.

Ultimement, les deux mouvements veulent le retrait de la loi 86 et la refonte en profondeur de la Charte de la langue française.

« Le dossier linguistique n'appartient pas seulement à Montréal ; la solution est québécoise, a insisté hier Mme Vézina, en annonçant la tournée provinciale qui commence aujourd'hui à Saint-Jérôme et se terminera le 29 novembre à Montréal. On ne pourra pas construire un Québec fort si l'on ne respecte pas le reste du Québec. »

À son avis, la langue, base de notre identité nationale et facteur de cohésion sociale, ne doit pas être présentée comme un obstacle au développement du Québec ou à l'harmonie sociale.

Ces visites des régions ont pour objectif de « rencontrer les gens sur le terrain », d'échanger avec eux de manière à rendre le dossier de la langue « intéressant et agréable à discuter ».

Mme Vézina n'exclut pas la présentation d'un bilan à l'issue de cette tournée provinciale. Les groupes communautaires, ceux de l'âge d'or, les étudiants, les femmes et les membres des chambres de commerce seront invités à venir exprimer leurs opinions sur le sujet, principalement sur les reculs imposés par la loi 86, les modifications à la Charte de la langue française depuis 20 ans et aussi la perte de terrain du français dans de nombreux secteurs.

Les deux présidents veulent particulièrement, comme l'a signalé Mme Vézina, expliquer la position des deux mouvements nationalistes qui est « différente de celle du gouvernement Bouchard ».

Pour sa part, M. Lemieux est fort pessimiste face à ces reculs : le français n'est plus la langue officielle, que ce soit dans le milieu des affaires, les tribunaux, l'administration publique et scolaire.

« La loi 86 ne concerne pas que l'affichage, a-t-il rappelé. Dans tous les secteurs, elle fait des ravages. Ainsi, avec la loi 86, les entreprises ne sont plus tenues d'obtenir un certificat de francisation. Il est plus facile de contourner les règles d'admissibilité à l'école anglaise. Le dossier linguistique doit rester à l'ordre du jour, le gouvernement s'y est engagé. »

Le changement par le choix

Les réflexions du Dr Glasser sur le changement positif touchant aussi bien la vie personnelle que professionnelle intéresseront particulièrement les personnes qui oeuvrent dans le milieu scolaire, dans le secteur des sciences sociales, de la psychologie et de la santé, dans le milieu carcéral, ainsi que dans le monde des affaires.

présenté par le
Dr William Glasser
Psychiatre réputé, auteur de L'École Qualité, La Thérapie de la réalité et Vivre Ensemble

Le mardi 5 novembre 1996
Atelier de 9 h à 16 h (pause à l'heure du lunch)

1455, boul. de Maisonneuve Ouest
(Pavillon Hall de l'Université Concordia)

INSCRIPTION : 1 800 863-7321
Avant le 31 octobre 1996 : 115 $ plus taxes
Sur les lieux (selon disponibilité) : 125 $ plus taxes

L'interprétation simultanée française sera offerte.

B945

Organisé par : le Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse et l'Association canadienne de la thérapie de la réalité

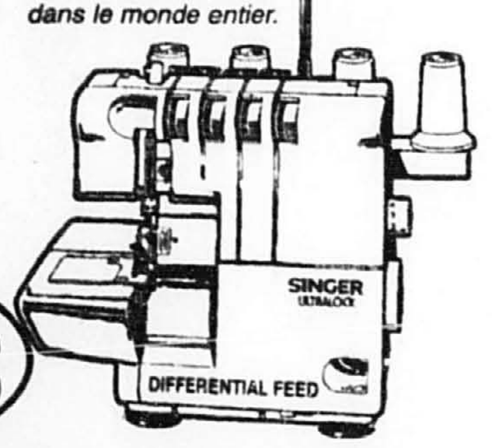
SINGER®
Surjeteuse Ultralock
L'ultime différence en couture

5 DERNIERS JOURS

Le dernier cri en design et caractéristiques
- Coud cinq points différents de surjeteuse.
- Bras libre commode pour poignets, manches, etc.
- Enfilage ultra facile par cannelures et cadrans de tension codés couleur.
- Différentiel d'entraînement sur la 14U454 (montrée) permet l'entraînement de tissus d'épaisseurs et textures différentes.
- Plaque pour ourlet roulotté incluse.
- Et beaucoup plus...

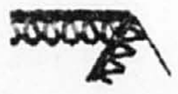
Cousez, rognez et surjetez en une seule opération à deux fois la vitesse des machines à coudre conventionnelles.

Fabriquée au Japon donnera des années d'usage fiable. Entretien dispensé dans le monde entier.



En spécial 498$

2 formats de point de surjet


Point de recouvrement

Point enveloppant

Point ultra extensible

Premier arrivé, Premier servi

Ces surjeteuses sont neuves, dans leurs boîtes originales et portent une garantie limitée de 5 ans.

Cartes de crédit majeures acceptées. Mises de côté disponibles.

Le solde prend fin : 1er novembre 1996

Un plein camion de surjeteuses SINGER est arrivé à :

SINGER®
DÉTAILLANT AUTORISÉ
Un Nom Familier

- MONTRÉAL, Place Versailles, 7275, rue Sherbrooke Est, Tél. : 354-5654
- MONTRÉAL, Centre commercial Boulevard, boul. Pie-IX, angle Jean-Talon, Tél. : 387-4689
- MONTRÉAL, J.M.C., 7609, St-Hubert, Tél. : 387-4689
- CHOMEDEY-LAVAL, Centre commercial St-Martin, 965, boul. Curé-Labelle, Tél. : 681-0476
- DORVAL, Les Jardins Dorval, 468, av. Dorval, Tél. : 633-0826
- ST-JÉRÔME, Carrefour du Nord, 900, boul. Grignon, Tél. : 438-3351
- TERREBONNE, 744, boul. des Seigneurs (voisin de Sears), Tél. : 961-3177
- LONGUEUIL, Place Longueuil, 825, rue St-Laurent O., Tél. : 677-8943
- ST-JEAN-SUR-RICHELIEU, 68, rue Grégoire, Tél. : 348-3712
- LAPRAIRIE, 775, boul. Taschereau, Tél. : 659-2272
- CHAMBLY, 16, Place Chambly, Tél. : 658-4071
- VALLEYFIELD, 18, rue du Marché, Tél. : 373-4933
- DRUMMONDVILLE, Les Galeries Drummond, 355, boul. St-Joseph, Tél. : 472-2703
- SHERBROOKE, 64, 7e Avenue Nord, Tél. : 569-3268

® UNE MARQUE DÉPOSÉE DE LA COMPAGNIE SINGER LIMITÉE.

M2434252

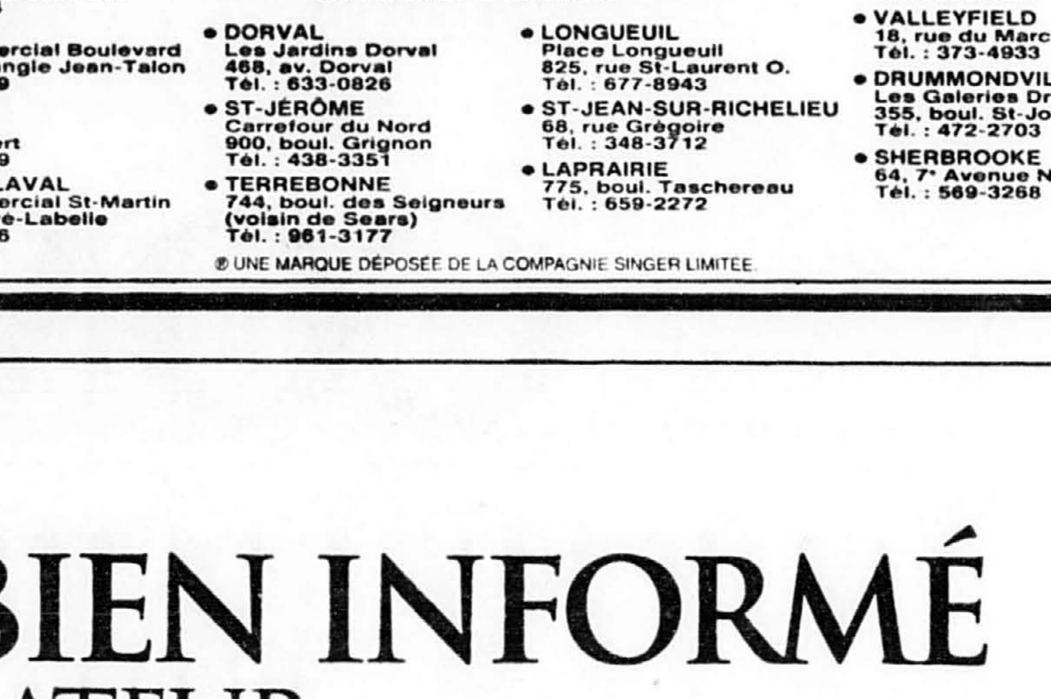
UN CONSOMMATEUR BIEN INFORMÉ EST UN CONSOMMATEUR EN MEILLEURE SANTÉ

CINQUANTE POUR CENT des patients recevant des médicaments d'ordonnance ne les prennent pas de la bonne façon, un phénomène que nous appelons la non conformité.

Non seulement la non conformité compromet-elle l'efficacité des médicaments, mais elle provoque à l'occasion des réactions médicamenteuses qui affectent gravement la santé et le bien-être des individus. L'impact économique de la non conformité sur le système de soins de santé canadien s'élève de sept à neuf milliards de dollars, dépense que le Canada ne peut se permettre.

À l'origine de la découverte de médicaments, l'industrie pharmaceutique innovatrice a la responsabilité de faire tout en son pouvoir pour assurer que ses produits soient utilisés de la bonne façon et demeurent accessibles à ceux qui en ont besoin.

L'association canadienne de l'industrie du médicament (ACIM) est depuis longtemps engagée à l'amélioration de la conformité. Notre campagne d'information publique, L'information est la meilleure prescription, a été créée pour fournir aux canadiens l'information dont ils ont besoin pour bien prendre leurs médicaments et pour devenir des consommateurs responsables du système des soins de la santé.



Pour plus de renseignements, nous vous invitons à visiter notre site web :
http://www.pmac-acim.org

Association canadienne de l'industrie du médicament
L'industrie innovatrice basée sur la recherche

COMME UN RENARD DANS UN NID DE POULE.

Équipé du légendaire V6 Vortec de 4,3 litres, le Jimmy offre plusieurs types de suspensions : tout terrain, sport ou de type berline de luxe, à vous de choisir. De plus, son châssis canalise les secousses vers la suspension pour une conduite plus douce. Muni de série du dispositif Insta-Trac[MC], le Jimmy peut passer en mode 4X4 à la volée. Ville ou campagne, il connaît toutes les ruses.

399$ /mois*
LOCATION 24 MOIS

JIMMY

GMC

TROIS LETTRES QUI EN DISENT LONG

GM Garantie Totale Assistance routière

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules 4 portes de base neufs 1996 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 24 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 2 832 $. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt de sécurité de 475 $ et première mensualité exigés. Préparation et transport inclus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8 ¢ du kilomètre après 40 000 km. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL[MC] sont offertes sur tous les véhicules neufs Pontiac Buick GMC 1996 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. Et n'oubliez pas d'utiliser les primes accumulées sur votre carte GM.

EN BREF

Sida : premier essai d'une vaccino-thérapie

■ L'hôpital madrilène Gregorio Maranon réalisera dans un mois le premier essai clinique en Europe de vaccino-thérapie contre le sida avec un « modèle Salk », combiné à deux antiviraux et destiné à maîtriser l'infection, a annoncé hier le chef du service d'immunologie de ce centre. Des études préliminaires effectuées en Californie ont laissé apparaître la possibilité de ralentir la progression de l'infection, avec l'espoir de la transformer en une maladie chronique non mortelle, selon des chercheurs qui s'exprimaient hier lors d'un colloque international sur le sida. Cette vaccino-thérapie, associée aux médicaments antiviraux AZT et DDI, sera essayée sur des séropositifs qui n'ont reçu aucun traitement.

Du nouveau au procès d'O. J. Simpson

■ Colmatant les brèches laissées par les procureurs qui n'ont pas réussi à faire condamner O. J. Simpson pour meurtre, deux policiers qui sont arrivés sur les lieux du crime des heures avant un détective accusé d'avoir altéré les preuves ont déclaré hier qu'ils n'avaient trouvé qu'un seul gant maculé de sang. Les policiers ont aussi juré avoir vu du sang sur une grille arrière — du sang qui, avaient allégué avec succès les défenseurs au procès criminel de Simpson, avait été versé là trois semaines après les meurtres de Nicole Brown Simpson et de son ami Ronald Goldman. La défense insiste encore sur le fait que c'est l'ancien détective Mark Fuhrman qui, après s'être emparé du deuxième gant, est allé le déposer dans la demeure de Simpson, réalisant ainsi un complot raciste visant à l'incriminer.

Chasse aux rats en Chine

■ Pékin a fixé au 12 novembre « La Journée de la chasse aux rats » au cours de laquelle une armée de citoyens poseront des pièges et disposeront de la mort aux rats pour débarrasser la capitale de ses rongeurs. Selon l'agence Chine nouvelle hier, les principales cibles de ces commandos anti-rats seront les entrepôts, les marchés et les chantiers de construction. Pékin s'était déjà lancé dans une vaste offensive contre les mouches en 1993 dans l'espoir, qui s'est révélé vain, d'être choisi pour organiser les Jeux olympiques de l'an 2000. Dans le calendrier lunaire chinois, 1996 est précisément l'année du Rat.

Envoyé du pape chez Castro

■ Le président Fidel Castro a reçu hier soir Mgr Jean-Louis Tauran, secrétaire d'État du Vatican, en visite officielle à Cuba, a-t-on appris de source sûre. Le chef de la diplomatie vaticane était invité par le chef de la Révolution cubaine au palais de la présidence, hier en début de soirée, a-t-on indiqué de source diplomatique. Le prélat a quitté peu après 21 h une réception donnée en son honneur à la nonciature de la Havane, a constaté l'AFP. La visite de Mgr Tauran — la première en 22 ans à Cuba d'un « ministre des Affaires étrangères du pape » — pourrait être le prélude à une première rencontre de Jean-Paul II avec M. Castro, à Rome, à l'occasion du sommet international sur l'alimentation organisé par la FAO du 13 au 17 novembre. Mgr Tauran a par ailleurs évoqué publiquement — sous les applaudissements des fidèles — l'éventualité d'une prochaine visite papale à Cuba. Lors de deux homélies prononcées à Pinar del Rio (ouest) et la Havane, il a réclamé « davantage d'espace et de liberté pour l'Église » à Cuba.

Éruption d'un volcan près de Mexico

■ Le Popocatepelt, volcan culminant à 5465 m d'altitude à une trentaine de km au sud-est de Mexico, est entré en éruption hier matin, crachant une colonne de cendres et de fumée haute de trois km. Mais les responsables de la Sécurité civile ont affirmé que l'éruption ne posait pour l'heure aucun danger aux populations vivant à proximité du volcan. L'éruption a débuté à 9 h 05 sans qu'aucun signe avant-coureur ne l'ait laissé prévoir. Aucune victime n'est à déplorer. Le Popocatepelt, le « géant endormi » dans la mythologie indienne, est entré en activités à plusieurs reprises au cours des dernières années.

Oui aux homosexuels

■ Près de six Américains sur dix estiment que les homosexuels peuvent être d'aussi bons parents que les hétérosexuels, selon un sondage Neesweek publié dimanche. Mais 47 % des personnes interrogées s'opposent à l'adoption d'enfant par un couple d'homosexuels, contre 36 % qui s'y déclarent favorables et 17 % d'indécis. Selon Neesweek, 65 % des personnes s'opposaient à ce type d'adoption en 1994, contre 52 % en mai.

Cartier

Montre Tank®
Vermeil

Concessionaire Cartier Agréé

BIRKS
Représentant Cartier autorisé
1240, SQUARE PHILLIPS, MONTRÉAL, (514) 397-2511
M2435812

Fonds Excelsior Scotia de croissance canadienne

« ★★★★★ » *(cote maximum),*
Globe & Mail, 17 octobre 1996, Cahier spécial sur les fonds communs de placement

Pour en savoir davantage sur les performances reconnues des 21 Fonds Excelsior Scotia, passez nous voir ou appelez-nous au **1 800 387-5004.**

Fonds Excelsior[MC] Scotia® de croissance canadienne

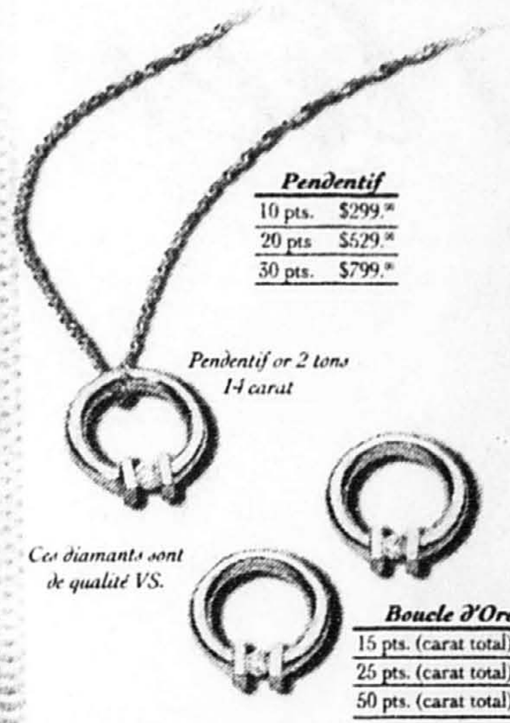
1 an	3 ans	5 ans	10 ans
25,6 %	16,3 %	14,4 %	10,4 %

Il ne s'agit là que de l'un de nos vingt et un Fonds hautement compétitifs. Les Fonds Excelsior Scotia sont offerts dans toutes nos succursales par Placements Scotia.

Banque Scotia®

® Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. [MC] Marque de commerce de la Compagnie Montréal Trust du Canada. Placements Scotia usager inscrit de ces marques. Des renseignements importants sur les Fonds Excelsior Scotia sont publiés dans les prospectus simplifiés se rapportant à chaque Fonds. Ces documents peuvent être obtenus dans les succursales de la Banque Scotia. Il est conseillé d'en faire une lecture attentive. La valeur des parts et les rendements sont soumis aux fluctuations du marché. Les chiffres indiqués représentent les taux de rendement composés annuels comprenant le revenu réinvesti, à la date du 30 septembre 1996 et ne sont pas forcément indicatifs des rendements futurs.

Un Cadeau Inoubliable



Pendentif
10 pts. $299.00
20 pts $529.00
30 pts. $799.00

Pendentif or 2 tons 14 carat

Ces diamants sont de qualité VS.

Boucle d'Oreilles
15 pts. (carat total) $349.00
25 pts. (carat total) $579.00
50 pts. (carat total) $1199.00

Chez Nous...
Vous n'achetez pas uniquement un diamant pour son excellent prix, mais aussi pour la qualité de sa taille, sa couleur et sa pureté

Lisa Walter TAGHeuer SWISS MADE SINCE 1860 MONT BLANC

LA BIJOUTERIE MARCEL ANDRÉ
Le spécialiste diamantaire.

DIPLÔMÉ G.I.A.
ATELIER SUR PLACE
SERVICE IMPECCABLE

Avant d'acheter un bijou, venez nous consulter.

Rien à payer avant 1 an
(détails en magasin)

marcel andré
Bijoutier diamantaire

5415, rue Beaubien est
Montréal, Québec
(514) 376-2202
Fax: (514) 376-1221

Richard Jewell dénonce ses 88 jours de cauchemar

Agence France-Presse
WASHINGTON

Richard Jewell, blanchi par la justice américaine dans l'attentat des Jeux olympiques d'Atlanta, a raconté hier, la voix cassée par l'émotion, ses « 88 jours de cauchemar », et réaffirmé qu'il était un homme innocent.

Dans une lettre envoyée à ses avocats ce week-end, le procureur fédéral d'Atlanta Kent Alexander a indiqué samedi qu'« après un examen minutieux des éléments de preuve et notamment le récent interrogatoire de M. Jewell par le FBI », il avait conclu que « M. Jewell n'est plus actuellement une cible » de l'enquête sur l'attentat, qui avait fait deux morts et 112 blessés le 27 juillet.

Dans une conférence de presse télévisée, entouré de ses avocats, M. Jewell a dénoncé hier le FBI, pour avoir « piétiné » ses droits de citoyen, et l'acharnement de la presse qui, a-t-il dit, « n'avait rien à faire de moi en temps qu'être humain ».

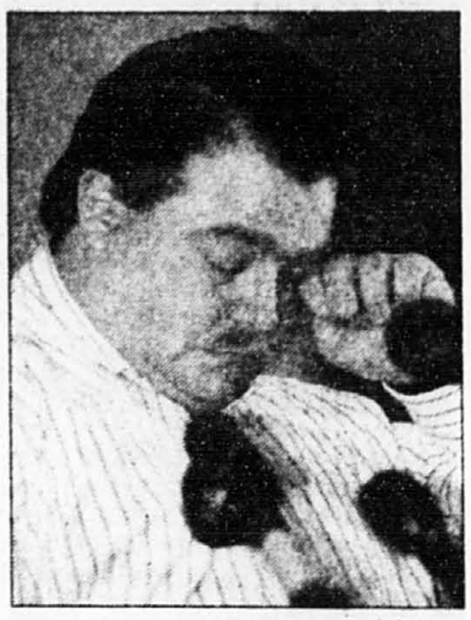


PHOTO AFP
Richard Jewell était très ému.

« Pendant 88 jours, j'ai vécu un cauchemar. Ma mère aussi a vécu un cauchemar », a-t-il déclaré, très ému, obligé de s'interrompre à plusieurs reprises pour essuyer des larmes.

Il a raconté sa peur « à chaque minute d'être arrêté » pour un acte qu'il n'avait pas commis et affirmé que le FBI et les médias avaient « presque détruit » sa vie et celle de sa mère.

« Je me sentais comme un animal chassé attendant d'être tué », a-t-il ajouté.

M. Jewell, 33 ans, qui avait signalé la bombe avant son explosion, a également ajouté qu'il ne s'était pas senti un héros pour cela, mais estimait avoir fait son travail.

« Je suis un membre des forces de l'ordre », a-t-il insisté, ajoutant qu'il espérait toujours retrouver un travail dans la police.

Il a terminé sa brève conférence de presse en réaffirmant une innocence qu'il a toujours clamée depuis qu'un journal local avait annoncé, trois jours après l'attentat du parc du Centenaire, qu'il était considéré comme le principal suspect.

LE 29 OCTOBRE, TOUT PEUT CHANGER

SOIRÉE « DEMANDE D'ADMISSION EXPRESS »
le mardi 29 octobre, de 16 h à 20 h.

Ayez l'occasion de remplir votre demande d'admission sur-le-champ, sachez tout sur les programmes offerts et sur les possibilités de changement de programme, en vous rendant sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin, au JM-400 ! Entrée au 405, rue Sainte-Catherine Est. Accès par le métro Berri-UQAM. Renseignements : 987-3121

DATE LIMITE POUR UNE DEMANDE D'ADMISSION: 1er NOVEMBRE

PROGRAMMES DE 2e ET 3e CYCLE

DOCTORATS
Économique (Ph.D.)
Études littéraires (Ph.D.)
Histoire (Ph.D.)
Mathématiques (Ph.D.) (t.c.)
Philosophie (Ph.D.) (t.c.)
Ressources minérales (Ph.D.)
Sciences des religions (Ph.D.)
Sémiologie (Ph.D.)*
Sociologie (Ph.D.)

MAÎTRISES
Administration des affaires (M.B.A.)* (sans mémoire, temps partiel)
Administration des affaires (M.B.A.)* (sans mémoire, temps complet)[3]
Art dramatique (M.A.) (t.c.)
Biologie (M.Sc.)
Chimie (M.Sc.)
Droit social et du travail (LL.M.)* (avec ou sans mémoire)
Économique (M.Sc.)
Études des arts (M.A.)*
Études littéraires (M.A.)
Géographie (M.Sc.) (avec ou sans mémoire)
Gestion et planification du tourisme (M.Sc.)*
Histoire (M.A.)
Informatique
– concentration génie logiciel (M.Sc.)
– concentration informatique système (M.Sc.)
– concentration informatique théorique (M.Sc.)
– ingénierie de la connaissance (M.Sc.)
Informatique de gestion
– concentration en informatique de gestion (M.Sc.A.) (sans mémoire)
– avec mémoire (M.Sc.)
– concentration en génie logiciel (M.Sc.A) (sans mémoire)
Kinanthropologie (M.Sc.) (sans mémoire)
Kinanthropologie (M.Sc.) (avec mémoire)
Mathématiques
– concentration en mathématiques fondamentales (M.Sc.)
– concentration statistique (M.Sc.)
– option informatique mathématique (M.Sc.)
– option informatique système (M.Sc.)
– concentration en didactique des mathématiques (M.Sc.)
Philosophie (M.A.)
Physique (M.Sc.) (t.c.)
Sciences comptables
– profil recherche (M.Sc.) (avec mémoire)
– profil professionnel (avec travail dirigé) (M.P.A.)
Sciences de la terre (M.Sc.)
Sciences des religions (M.A.)
Sociologie (M.A.)

PROGRAMME COURT DE 2e CYCLE
Actuariat[2]

DIPLÔMES DE 2e CYCLE
Études américaines contemporaines
Études sur la mort*
Finance*

PROGRAMMES DE 1er CYCLE

BACCALAURÉATS
Administration*
Animation culturelle
Biochimie
Biologie
Chimie
Comptabilité de management*
Économique
Éducation préscolaire et en enseignement primaire :
– Perfectionnement
Enseignement en adaptation scolaire et sociale :
– Perfectionnement
Enseignement en formation professionnelle
Études littéraires
Géographie
Géographie physique
Géologie
Gestion et design de la mode :
– concentration Commercialisation de la mode*
– concentration Design et stylisme de mode*
– concentration Gestion industrielle de la mode*
Histoire*
Histoire de l'art
Informatique de gestion*
Mathématiques
– concentration Actuariat
Microélectronique
Philosophie
Physique
Religiologie
Sciences comptables*
Sciences politiques
Sociologie
Urbanisme*

CERTIFICATS
Adaptation scolaire et sociale
Administration
Administration de services (spécialisé) :
– Général
– Coopérative
Administration des services publics
Affaires immobilières (général)
Alphabétisation
Animation culturelle
Analyse chimique
Analyse financière
Arts plastiques
Assurance et intervention financière :
– concentration Assurance de personnes et planification financière
– concentration Expertise de sinistres en assurance de dommages
– concentration Gestion des risques et courtage d'assurance de dommages
Commerce international
Comptabilité générale
Création littéraire
Développement de logiciels
Écologie
Économique
Éducation en milieu de garde
Éducation interculturelle
Éducation morale
Éducation personnalisée pour les aînés-es
Enseignement de la formation personnelle et sociale[1]
Enseignement en formation professionnelle
Formateurs d'adultes en milieu scolaire
Formateurs en milieu de travail
Français écrit
Français écrit pour non-francophones
Géographie physique
Géologie appliquée
Gérontologie sociale
Gestion des documents administratifs et des archives
Gestion des ressources humaines I (Fondements)
Gestion des ressources humaines II (Perspectives stratégiques et approfondissement des connaissances)
Gestion des services municipaux
Gestion informatisée
Immigration et relations interethniques
Informatique
Intervention éducative en milieu familial et communautaire
Littérature de jeunesse
Marketing
Méthodes quantitatives
Microprocesseurs
Sciences comptables
Sciences de l'environnement
Sciences et techniques de l'eau
Sciences sociales
Télécommunications

PROGRAMMES COURTS DE 1er CYCLE
Allemand
Anglais
Programme exécutif CMA (Comptabilité de management)
Enseignement des mathématiques au secondaire
Espagnol
Gestion du transport routier des marchandises*[4]
Linguistique appliquée à l'étude de la grammaire

* Programme contingenté
1 Programme offert à des groupes hors campus seulement
2 Date limite : 1er décembre 96
3 Date limite : 15 novembre 96 – les cours de ce programme débutent au mois de mai suivant
4 Date limite : 13 décembre 96

Université du Québec à Montréal
L'UQAM une force novatrice

Les charges contre Richard Jewell : un dossier bien vide

Agence France-Presse
ATLANTA

Les éléments ayant conduit le FBI à soupçonner Richard Jewell dans l'attentat des Jeux olympiques d'Atlanta ont été rendus publics hier, montrant un dossier bien vide, basé sur des affirmations souvent sans rapport avec l'explosion.

La charge la plus grave de ce document de 23 pages, dont l'AFP a obtenu copie, semble avoir été le fait qu'un policier ait vu chez Jewell au surlendemain de l'attentat un bloc sténo où l'agent de sécurité avait couché des notes et des croquis de l'attentat.

Autre élément retenu contre M. Jewell, devenu brièvement un héros pour avoir signalé le sac contenant la bombe avant son explosion le 27 juillet, ses déclarations après le drame. Il affirmait avoir aidé à évacuer les spectateurs, mais un film vidéo le montre « qui court autour de la tour (structure métallique au pied de laquelle avait été placée la bombe), regarde la scène de l'explosion, court à nouveau vers la tour, loin des victimes ».

De la même façon, les enquêteurs notent qu'il avait disparu pendant une demi-heure peu avant (de fait, pour aller aux toilettes), et avait dans le passé suivi une formation en explosifs, concernant notamment les bombes artisanales.

Un autre témoin affirme avoir croisé le « regard inquiet » de Jewell avant l'explosion. Un autre souligne que Jewell travaillait sept jours sur sept et avait refusé fin juillet une affectation qui l'aurait éloigné de la tour.

On y apprend aussi qu'il avait perdu son poste de shérif adjoint en 1995, pour avoir « accidenté une voiture de police lors d'une course-poursuite à grande vitesse ».

Un témoin rapporte également que Jewell, alors agent de sécurité sur un campus de Demorest (Géorgie), « outrepassait ses responsabilités, arrêtait des voitures en-dehors du campus pour des infractions » qui n'étaient pas de son ressort.

« Au travail, il ne lisait, ne parlait que d'affaires de « flics et d'armes », ajoute ce témoin, pour qui Jewell « était totalement obsédé par son emploi, ne mangeait, ne dormait, ne respirait que pour ça. Il n'avait pas de petite amie, juste son travail », ajoute-t-il.

Un ancien employeur y fait part de ses doutes sur l'équilibre psychologique de Jewell, estimant que l'homme qu'il a vu à la télévision après l'attentat ne correspond pas au vrai Jewell.

À partir de ces déclarations sous serment, dont un de ses avocats, Wayne Grant, a affirmé hier qu'elles n'étaient que « mensonges et distorsions », le FBI avait ordonné les perquisitions effectuées fin juillet chez Jewell et dans une maison où il avait vécu.

Samedi, M. Jewell a été mis hors de cause, dans l'état actuel de l'enquête, par une lettre du procureur fédéral d'Atlanta.

L'attentat avait fait deux morts et 112 blessés.

Goebbels doit gronder dans sa tombe

Agence France-Presse
JÉRUSALEM

La petite-fille de la femme de Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande du Troisième Reich, s'est convertie au judaïsme et a épousé un Juif allemand, fils de survivants de l'Holocauste, a révélé hier le quotidien israélien *Yédiot Aharonot*. Jusqu'ici, la petite communauté juive d'Allemagne avait gardé le secret de Mme K.R., une jeune femme d'une trentaine d'années.

Elle est la petite-fille issue du premier mariage de Magda Goebbels, qui était devenue ensuite l'épouse de Joseph Goebbels, maître d'oeuvre de la propagande antisémite dans l'Allemagne nazie. Convertie au judaïsme il y a quelques années, Mme K.R. tombe peu après amoureuse d'un Juif allemand. Ils se sont mariés et vivent avec leurs enfants dans une grande ville en Allemagne, selon le journal. « C'est notre plus douce vengeance à l'égard des nazis. Dommage que Goebbels ne puisse pas voir cela. Il se retournerait dans sa tombe », souligne M. Ephraïm Zourof, du centre Shimon Wiesenthal.

danses en saison MONTRÉAL
ULTIMA VEZ
Mountains made of barking
21, 22 novembre 1996 | 20 h
La Presse
ADMISSION 514 790 1245
PdA 514 842 2112
Théâtre Maisonneuve Place des Arts

Les pyramides d'Égypte, courtoisie de British Airways

Jusqu'au 28 février 1997, vous pourriez gagner* un voyage aller-retour en classe Affaires pour deux personnes pour voir de vos propres yeux l'une des 7 merveilles du monde de Canadien International. Chaque vol effectué avec Canadien International ou l'un de ses partenaires autorisés, n'importe où au Canada ou dans le monde, vous donne une chance de gagner.

De plus, en tant que membre du programme Canadien Plus, obtenez plus de points jusqu'au 28 février 1997 !

Nombre de vols (aller simple)**		Points en prime obtenus	Pour un total de...
A	7 à 10	2 500	2 500
B	11 à 14	5 000	7 500
C	15 à 22	7 500	15 000
D	23 à 46	10 000	25 000
E	47 et plus	En plus des points en prime pour le niveau "D", 2 billets en classe Affaires	

** Les vols doivent être portés à votre compte Canadien Plus pour être admissibles.

Vous pourriez GAGNER un voyage vers l'une des 7 merveilles du monde de Canadi>n

Vous pourriez aussi obtenir un voyage gratuit pour deux !

Pour les 49 premiers membres Canadien Plus qui effectueront 47 vols ou plus d'ici le 28 février 1997 : *un voyage d'une semaine (approximativement) pour deux (en classe Affaires) vers l'une des 7 merveilles du monde de Canadien incluant hôtel et transport terrestre OU deux billets en classe Affaires vers n'importe quelle destination desservie par Canadien International ou l'un de ses partenaires Canadien Plus*

Pour tous les membres Canadien Plus suivants qui effectueront 47 vols ou plus d'ici le 28 février 1997 : *deux billets en classe Affaires vers n'importe quelle destination desservie par Canadien International ou l'un de ses partenaires Canadien Plus.*

Pour de plus amples renseignements, composez le 1 800 472-9241.

> Le Grand Canyon aux États-Unis Tirage le 18 octobre 1996

> La Grande Barrière de corail en Australie Tirage le 1er novembre 1996

> La baie de Rio de Janeiro au Brésil Tirage le 15 novembre 1996

> Le Taj Mahal en Inde Tirage le 29 novembre 1996

> La Grande Muraille de Chine Tirage le 13 décembre 1996

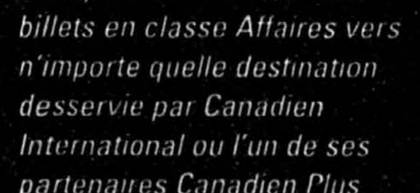
> Les pyramides d'Égypte Tirage le 10 janvier 1997

> Stonehenge en Grande-Bretagne Tirage le 24 janvier 1997

> Le choix du gagnant parmi les 7 merveilles du monde de Canadi>n, tirage le 1er mars 1997

AIR NEW ZEALAND · AmericanAirlines · BRITISH AIRWAYS · QANTAS

*Valeur approximative de chaque voyage : 7 000 $. Aucun achat requis. Pour participer sans achat ou pour recevoir les règlements complets de ce concours et tous les détails, envoyez une enveloppe pré-affranchie et pré-adressée à : Concours «Les 7 merveilles du monde de Canadien International», B.P. 97, Succursale A, Etobicoke (Ontario), M9C 4V2. Vous devez être membre du programme Canadien Plus pour participer. L'adhésion est gratuite. Pour que vos vols soient identifiés et enregistrés automatiquement, vous devez accumuler des points Canadien Plus. Programme augmente de classe Économie à classe Affaires. Canadi>n est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International ltée.



Canadi>n

Pour voyager comme vous l'aimez

Cyberpresse

LUNDI Courrier | MARDI Silicon Valley | MERCREDI Internet | JEUDI Cédéroms, jeux | VENDREDI Technologie

Internet : menace ou aide à la culture française ?

JEAN-LOUIS GASSÉE

collaboration spéciale

Un passé récent peut faire craindre qu'Internet devienne un autre rouleau compresseur anglo-saxon. On a vu le cinéma, les séries télévisées, la chanson, les cigarettes blondes, les bleus de Nîmes et de Gênes, les ordinateurs personnels, le *fast-food*, Disneyland...

On peut se demander pourquoi il en serait autrement d'Internet avec la double masse critique de la technologie et de la langue américaines...

Vivant aux État-Unis depuis 1985, je retourne souvent en France où j'ai gardé des attaches familiales et professionnelles, et une maison. Les Américains me considèrent très français et mes pays me regardent d'un air bizarre, se demandant si, au fond, je ne deviendrais pas un peu Yankee. Espérons que cela me place dans une position utile pour débattre du sujet d'aujourd'hui.

La culture américaine est très nivelante : standards et systèmes, déconcertants pour un Français habitué à plus de diversité et d'improvisation, se traduisent par une distribution très efficace, mais stérilisent la diversité. La nouveauté est vite transformée en système.

Le fade café des pionniers a longtemps résisté à l'expresso. Récemment, Seattle est devenue la capitale des ristretti, latte et autres capucini. La vedette locale, Starbucks, a couvert les USA de franchises — et est cotée en bourse. Son succès vient sans doute du voisinage de Microsoft. Ses programmeurs ont un goût prononcé pour la caféine, et les moyens de s'offrir des produits haut de gamme.

J'habite Palo Alto, une ville universitaire près du campus de Stanford avec des cinémas hors des grands circuits, dont un rénové par le défunt David Packard. Je peux y rêver pendant que Depardieu joue Cyrano. Dans l'Amérique profonde, le cinéma français n'existe pas. Mais Internet, c'est autre chose : les effets de masse hollywoodiens ne s'y appliquent pas.

La diffusion de la culture française passe par le bilinguisme, au moins sur un site Web destiné à être vu en dehors de l'Hexagone.

Certes, même dans un pays comme la France où le livre jouit d'une place privilégiée, il n'y a pas de Bernard Pivot sur CBS, un titre mal distribué est un titre mort. Mais, au contraire, la nouvelle presse d'imprimerie qu'est Internet permet à la production d'un individu d'être disponible dans le monde entier, sans barrière économique. Il suffit d'avoir sa page Web, de faire circuler les nouvelles par des automates de courrier électronique et des groupes de discussion. On voit là des occasions inespérées pour des individus, des groupes, des entreprises français de diffuser leurs idées et leurs produits dans le monde entier.

On objectera qu'il y a le problème de la langue. Faut-il souper avec le diable et parler anglais ou rester strictement francophone ? Mauvais dilemme. La diffusion de la culture française passe par le bilinguisme, au moins sur un site Web destiné à être vu en dehors de l'Hexagone.

On peut s'interroger, voire se lamenter, sur les raisons qui ont fait de l'anglais la langue de communication mondiale, mais on ne peut y échapper. Pour attirer à notre culture, il faut raboter avec enthousiasme tout ce qui bloque son accès. L'Internet élimine les obstacles géographiques, techniques et financiers ; aplanissons celui de la langue.

J'ai ratissé quelque peu les sites Web français et noté qu'une grande marque automobile avait un site pour la Formule 1, mais Wanadoo, le bien français fournisseur d'Internet, n'a rien trouvé pour les produits du constructeur.

Un lieut de liberté

Il y a bien un petit site expérimental pour la Scenic, mais il vous envoie vite sur Disneyland... Peugeot semble plus expansif, avec un site trilingue : la marque vend bien en Allemagne.

Internet, après tout, n'est pas une invention exclusivement américaine. Le Web a été « inventé » au CERN et Christian Huitema, auteur de *Et Dieu Créa Internet*, a été élu président du conseil d'architecture d'Internet en 1993.

Internet est un lieu de liberté, d'égalité et, jusqu'ici, de fraternité sans précédent dans l'Histoire, profitons-en pour nous faire connaître et faire apprécier notre langue dans le monde entier.

Jean-Louis Gassée est président de Be, Inc. Il travaille et réside dans la Silicon Valley, en Californie.

Sommet sur l'économie et l'emploi sur Internet

MARIE-ANDRÉE AMIOT

À partir d'aujourd'hui, et jusqu'à vendredi, on pourra suivre les audiences du Sommet sur l'économie et l'emploi sur Internet. Pas toutes cependant, car certaines séances se déroulent à huis clos.

Mais il ne faudrait pas que les férus des nouvelles technologies s'attendent à de grandes discussions sur le sujet. Un seul groupe de travail discutera du développement industriel et technologique. Il s'agit de celui sur la relance de la métropole dirigé par M. André Bérard, président du conseil et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada. Pourtant, dans ce secteur en pleine croissance, on aurait pensé que les interventions auraient été plus nombreuses.

« C'est peut-être justement parce que les choses vont bien dans ce domaine, fait remarquer M. Jean-Pierre Théorêt, président de Speedware Corporation, société de Saint-Laurent qui produit des outils de développement en informatique pour des gens d'entreprise. Nous sommes tellement occupés que nous n'avons même pas eu le temps de réfléchir au Sommet et aux enjeux sur la technologie et les industries qui en découlent. »

Même son de cloche de la part de François Aird, président de CEDROM-SNi, qui croit que la croissance dans ce domaine tient plus à l'initiative des entreprises qu'au soutien gouvernemental. « C'est probablement le secteur où il y a le plus de création d'emploi, d'ajouter M. Aird, ce qui n'exclut nullement l'engagement du gouvernement. Il doit être présent pour les entreprises qui démarrent, mais dans l'ensemble, ce ne sont pas ces politiques qui vont décider du futur de cette industrie. »

Absence notoire

Mais il y a peut-être lieu d'être préoccupé par l'absence notoire du secteur. Lors de son discours inaugural, Mme Paule Doré, la présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, soulignait la force de la nouvelle économie de Montréal plus spécifiquement dans l'aéronautique, le secteur biomédical, les technologies de l'information et le multimédia, en précisant que le gouvernement doit continuer à faire preuve de vigilance.

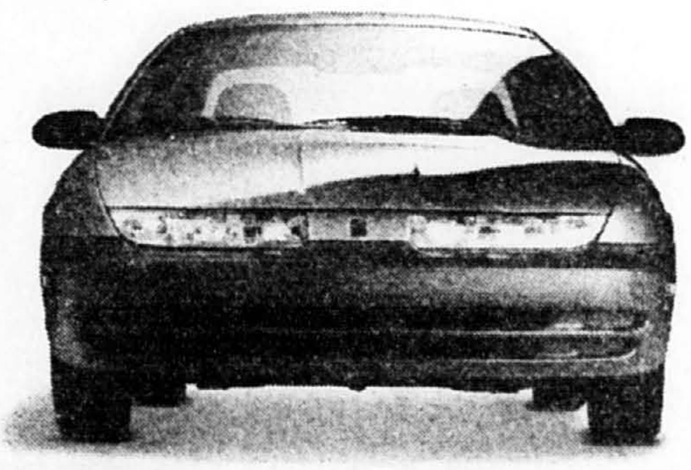
Dans un communiqué émis hier matin, Mme Doré promet que « la Chambre sera sur place tout au long du Sommet à titre d'observateur afin de commenter l'évolution des discussions en fonction de leur impact sur Montréal et sa région, ses entreprises, ses citoyens, ses travailleurs. »

Sommet sur l'économie et l'emploi
http://www.sommet.gouv.qc.ca/

Chez Saturn, nos clients comptent beaucoup

... 38, 39, plus silencieuse, 40, plus spacieuse, 41, toujours fait de polymère résistant aux chocs, 42, et à la corrosion, 43, 44, la nouvelle Saturn SL 1997, 45, 46, s'avère, comme ses prédécesseurs, 47, 48, un choix sensé, 49, 50, 51, et intelligent. On n'a donc, 52, pas fini, 53, 54, de voir des Saturn, 55, 56, sur les routes du, 57, 58, Québec, 59, 60, 61, 62, 63 ...

La toute nouvelle Saturn SL 1997, 169 $/mois* location de 36 mois.



Prix de vente: 13 948 $† (Transport 455 $ en sus)

SATURN.

* *Ces mensualités, basées sur une Saturn SL 1997 et calculées sur un bail de 36 mois, comprennent le transport 455 $. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement de 169 $ (plus taxes), un comptant de 2 556 $ (plus taxes), ou échange équivalent, ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable de 300 $ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km. Mais chaque kilomètre excédentaire ne vous coûtera que 8 ¢. En résumé, le coût net capitalisé est de 12 197 $. À l'expiration du bail - si vous souhaitez garder la voiture - sachez que son prix d'achat sera de 8 930 $. Voyez votre détaillant Saturn pour un plan de location qui tienne compte du versement initial et des mensualités convenant à votre budget. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix moindre.*

Pour faire tout autrement... 64, 65, 66, 67, 68...

BOURASSA SATURN SAAB ISUZU
1615, boul. St-Martin Est, Laval
385-9191

DÉCARIE SATURN SAAB ISUZU
6100, boul. Décarie, Montréal
342-2222

GRAVEL SATURN SAAB ISUZU
1, Place Ville Marie, Montréal
(Angle Cathcart et McGill) 861-2000

GRENIER SATURN SAAB ISUZU
705, boul. des Seigneurs, Terrebonne
964-1374

MONDIAL SATURN SAAB ISUZU
9415, Papineau, Montréal
385-7222

WEST-ISLAND SATURN SAAB ISUZU
10 333, boul. Gouin Ouest, Roxboro
684-3161

SATURN SAAB ISUZU DE BLAINVILLE
249, boul. Seigneurie Ouest, Blainville
437-6317

SATURN SAAB ISUZU BROSSARD
5950, boul. Marie-Victorin, Brossard
672-2500

Le cancer de l'amiante frappe aussi les femmes de mineurs québécois

Agence France-Presse

La première étude épidémiologique sur la mortalité des femmes de mineurs d'amiante à Asbestos et Thetford Mines au Québec confirme « un excès net de risque de mésothéliome », ce cancer de la plèvre spécifique de l'exposition à l'amiante.

Cette étude, menée depuis 1989 par Michel Camus et Jack Siemiatycki, deux épidémiologistes de l'Institut Armand Frappier, près de Montréal, « devrait être publiée prochainement dans le *New England Journal of Medicine* », ont précisé les deux auteurs à l'AFP. Les données recueillies, examinées par cinq experts américains, canadiens et français, n'ont en revanche pas montré d'excès de cancer du poumon chez ces femmes.

Les chercheurs ont comparé, pendant la période 1970-1989, la mortalité de ces femmes, âgées de 30 ans et plus, à celle des habitantes de 70 communes du Québec. Les deux agglomérations d'Asbestos et de Thetford Mines, proches des mines de chrysotile (une variété d'amiante) exploitées depuis 1878, « ont connu une pollution à l'amiante visible jusqu'en 1975, date à laquelle les méthodes de filtrage et de dépoussiérage ont été généralisées », indique M. Siemiatycki.

« En plein mois de juillet, par grand vent, la poussière d'amiante se répandait sur la ville comme une tempête de neige », se souviennent les habitants. Chaque jour, les femmes devaient balayer cette poussière dans leurs maisons, la dégager de leurs jardins et nettoyer les vêtements de leurs maris mineurs. Certaines récupéraient même les fibres d'amiante pour les tisser.

Selon les chercheurs, « les femmes de plus de 30 ans ayant vécu dans ces agglomérations entre 1970 et 1989 étaient exposées à une moyenne cumulée annuelle de 35 fibres par millilitre d'air ».

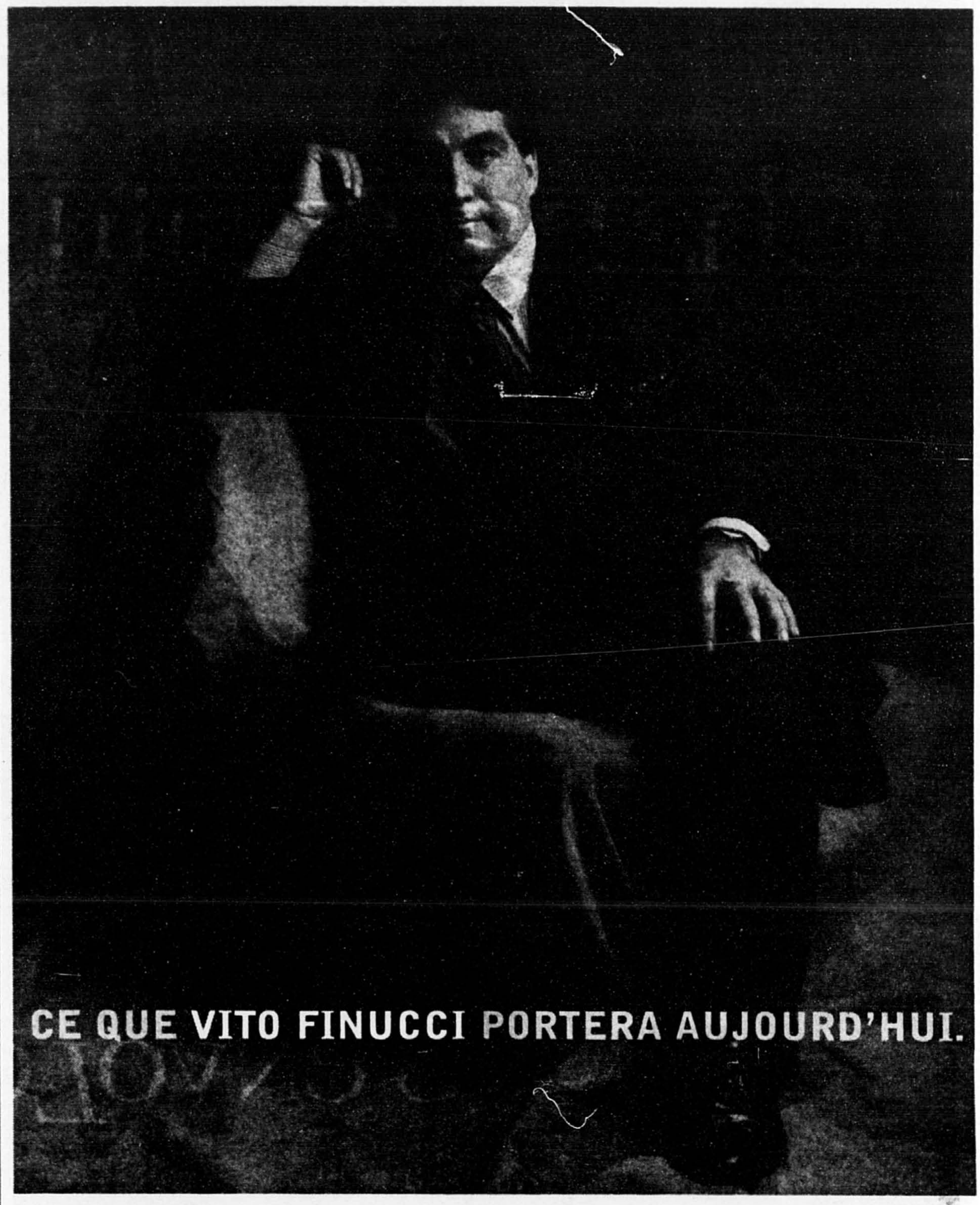
« Soixante et onze cas de cancer du poumon ont été observés sur 22 000 femmes de ces villes minières, soit un taux comparable à celui du reste de la population québécoise. Il n'y a donc aucun excès de risque de cancer du poumon dû à l'amiante parmi cette population », relève M. Camus.

En revanche, six cas de mésothéliome ont été recensés à Thetford Mines, où l'amiante exploitée est contaminée par la trémolite (autre variété d'amiante) contrairement à Asbestos. Huit à 20 cancers de la plèvre, dont le temps de latence est de 30 à 40 ans, sont encore attendus chez ces femmes.

« Il s'agit de la seule étude des risques de cancer du poumon dans une population non exposée professionnellement à l'amiante qui quantifie les niveaux de l'exposition et prend en compte leur évolution depuis le début du siècle », souligne M. Camus.

Les deux épidémiologistes ont enquêté dans les hôpitaux de la province sur les habitudes de vie et la durée de séjour près des mines de 800 femmes. Ils ont pris en compte de nombreux facteurs « de confusion potentielle » : ethnicité, niveau d'éducation et de revenu, taille de la famille, corpulence, pourcentage de fumeuses, légèrement inférieur à celui du reste de la population féminine québécoise.

Deuxième producteur mondial d'amiante et premier exportateur, le Québec, dont un groupe d'experts est attendu aujourd'hui à Paris, tente de convaincre la France de revenir sur sa décision de bannir cette fibre isolante à partir du 1er janvier 1997.

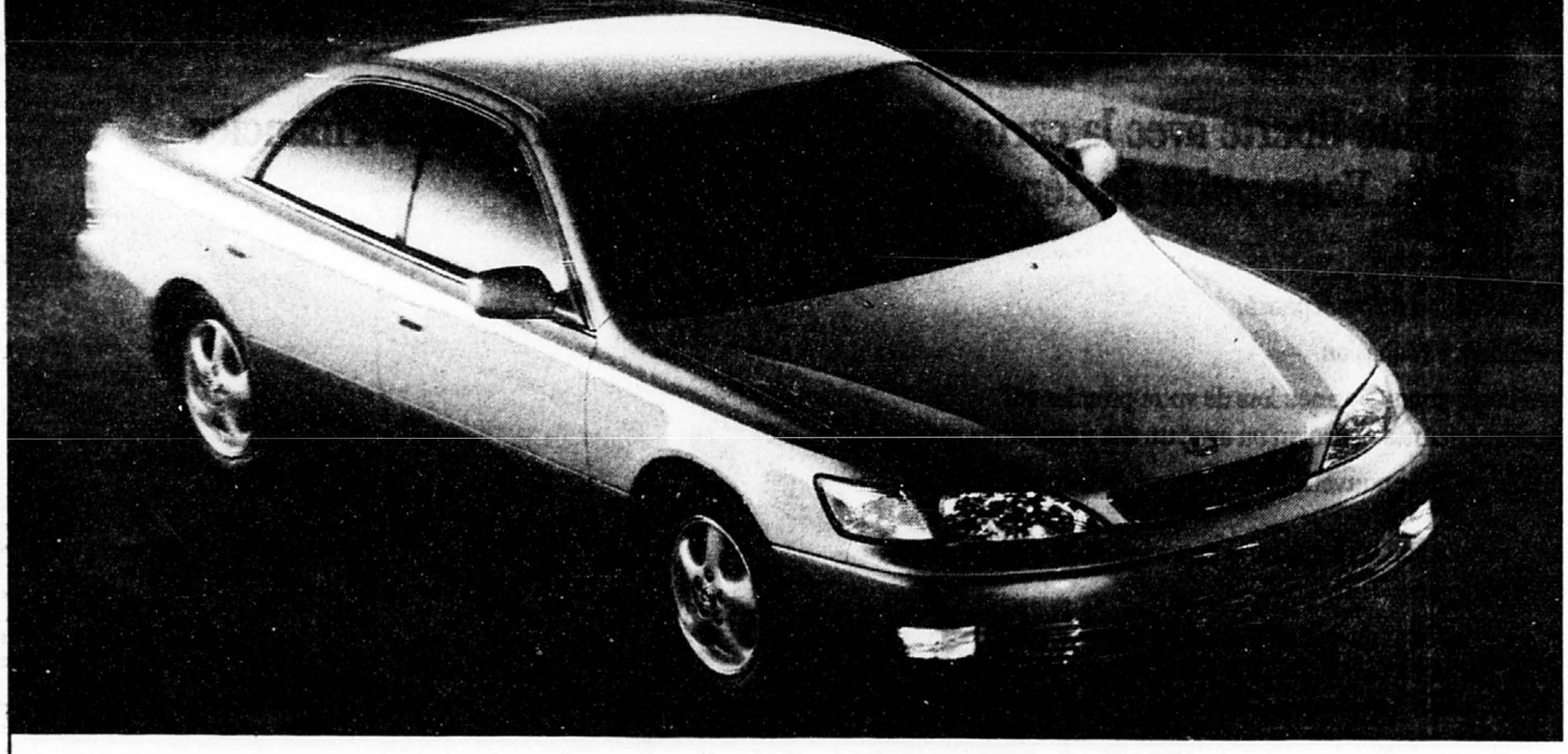


MARDI, 29 OCTOBRE 1996. AUJOURD'HUI, VITO FINUCCI, VICE-PRÉSIDENT DE RBC DOMINION SECURITIES, COMMÉMORERA L'ANNIVERSAIRE DU CÉLÈBRE KRACH BOURSIER DE 1929. COSTUME ET CHEMISE J.P. TILFORD PAR SAMUELSOHN, 850 $ ET 99,50 $. CRAVATE AVANZATA, 75 $. MOUCHOIR DE POCHE HARRY ROSEN, 28,50 $. LE CONSEILLER VESTIMENTAIRE DE MONSIEUR FINUCCI EST STEPHEN AYEARST DE LA GALLERIA À LONDON. POUR REMERCIER MONSIEUR FINUCCI D'AVOIR ACCEPTÉ DE PARAÎTRE ICI, UN DON A ÉTÉ FAIT EN SON NOM À L'HÔPITAL POUR ENFANTS DE L'OUEST DE L'ONTARIO.

HARRY ROSEN
VOUS ALLEZ VOUS AIMER

MONTREAL · OTTAWA · TORONTO · LONDON · WINNIPEG · CALGARY · EDMONTON · VANCOUVER · BUFFALO 1-800-917-6736

CULTURE. PHYSIQUE.



La nouvelle Lexus ES 300 :
à partir de 42 960 $*.

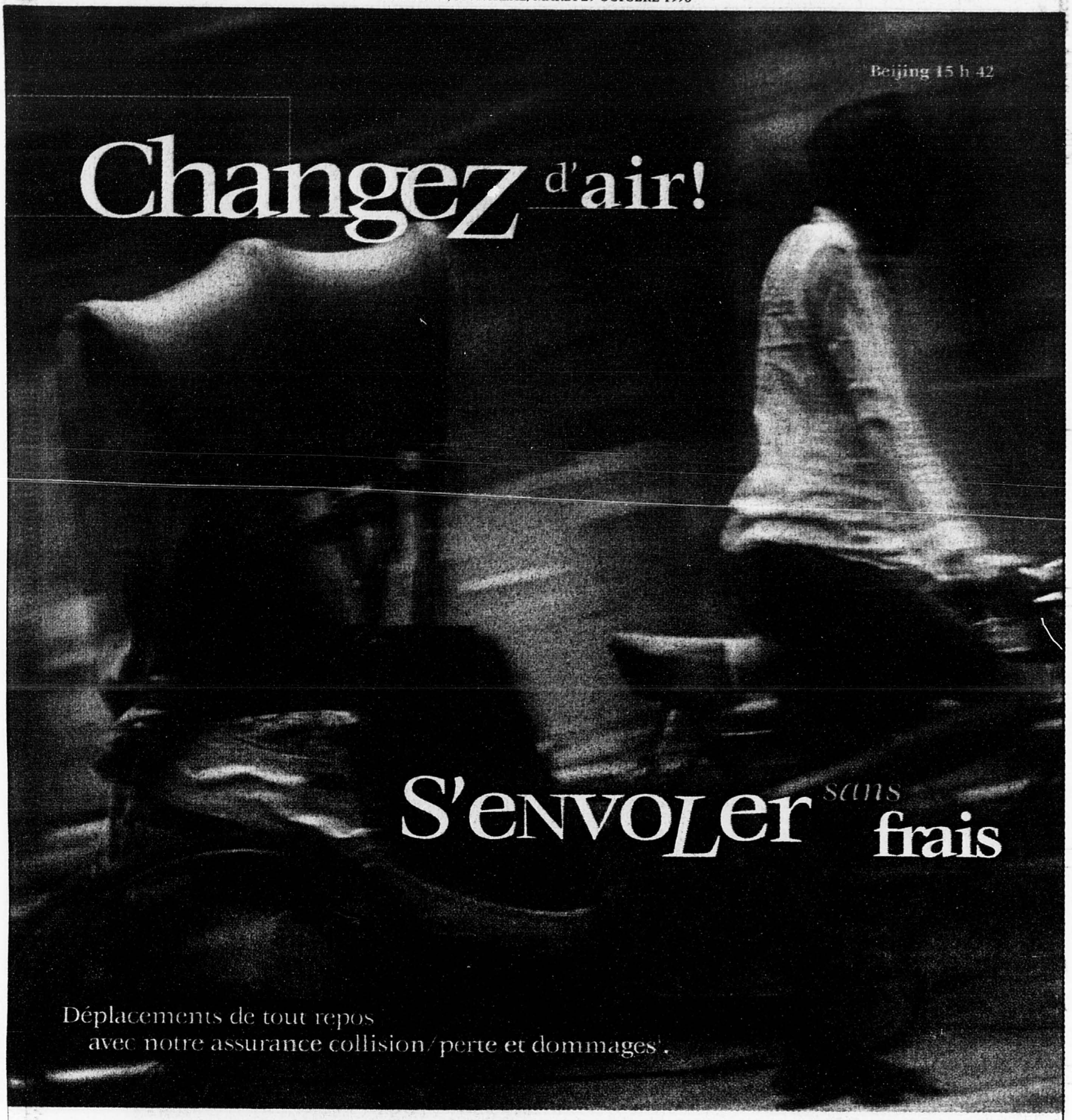
Luxe et plaisir. Élégance et vigueur. Voilà ce qui définit la toute nouvelle Lexus ES 300. Redessinée et repensée, elle renferme d'innombrables améliorations dont une suspension révolutionnaire qui assure l'équilibre entre stabilité, confort et tenue de route. Riche et sportive, elle dégage la classe et respire la confiance. Elle intègre technologie et raffinement aux sensations exaltantes d'une voiture qui réagit aux moindres désirs du conducteur.

La Lexus ES 300 est le reflet de l'être qui la conduit. Intellect et muscle. Raison et passion.

LEXUS
À la conquête de la perfection

Informez-vous et demandez notre brochure :
1 800 26-LEXUS

*Prix de détail suggéré du fabricant pour une Lexus ES 300 (modèle : BF22GP-BK/BM/BO). Ce prix exclut les frais d'immatriculation, les assurances, les taxes applicables et les frais de transport et de livraison. Le concessionnaire peut vendre à prix inférieur.



Voyagez en toute liberté avec la carte *VISA Canadien Plus* du Groupe Financier Banque Royale. Votre point de départ vers le monde.

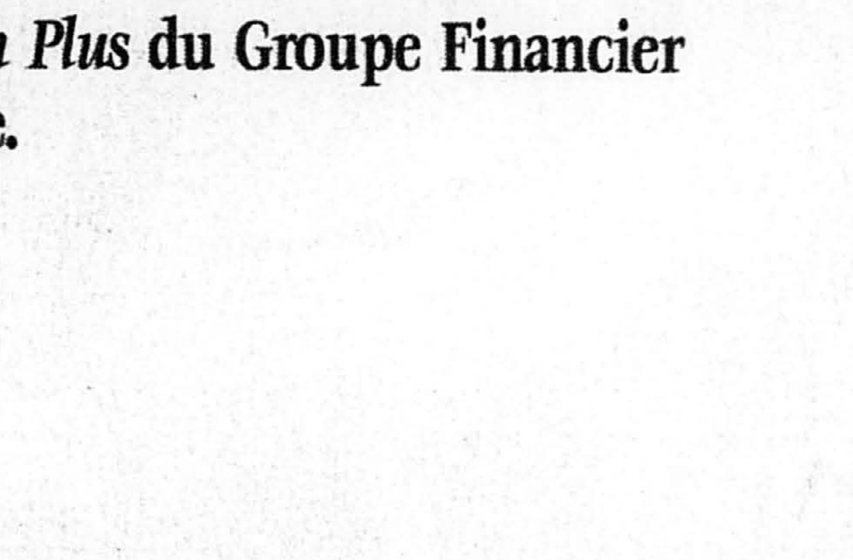
Les points tombent du ciel!

- Un point pour chaque dollar dépensé.
- 2 500 points bonis à l'adhésion.
- 1 500 points bonis **chaque année** lors de votre premier vol† avec les lignes aériennes Canadien ou avec un des partenaires régionaux.
- 2 500 points bonis au **renouvellement annuel** de votre carte.

Vous prendrez votre envol le temps de le dire avec des voyages gratuits débutant à 15 000 points!

Prêt à partir à l'autre bout du monde? Grâce aux lignes aériennes Canadien et à son réseau de partenaires rassemblant **American Airlines**††, **British Airways**, **Qantas Airways** et **Air New Zealand**, vous pouvez vous envoler vers 500 destinations réparties sur 6 continents, y compris plus de 300 villes nord-américaines.

Gagnez de l'altitude avec la carte *VISA Canadien Plus* du Groupe Financier Banque Royale.
Plus de points. Plus de voyages. Plus souvent.



Demandez-la dès aujourd'hui.
Composez le 1 800 434-PLUS
(1 800 434-7587) ou passez à une succursale de la Banque Royale ou du Trust Royal.

Elle vous donne des ailes![mc]

La carte *VISA Canadien Plus*
du Groupe Financier Banque Royale[mc]

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada. ™ Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. * La Banque Royale et les Lignes aériennes Canadien International ltée, licenciées de cette marque. † La prime de 1 500 points est accordée chaque année au renouvellement de l'adhésion ou lors d'une nouvelle adhésion; les vols désignés CP portent le code de la ligne aérienne "CP". †† American Airlines est une marque déposée de American Airlines Inc. Canadien Plus est une marque déposée des Lignes aériennes Canadien International ltée. 1 Souscrite par La Royale du Canada, compagnie d'assurance sur la vie. Pour les besoins de ce programme, le Groupe Financier Banque Royale représente uniquement la Banque Royale du Canada, la Compagnie Trust Royal et la Société Trust Royal du Canada.